



REVOLUTION COMMUNISTE

Groupe marxiste internationaliste [Collectif révolution permanente en France]

Boycott du « grand débat » et des négociations contre les retraites et les fonctionnaires !



Macron tente de sortir de la crise ouverte par les « gilets jaunes » p. 2

Un mouvement écartelé entre classe ouvrière et petit patronat p. 6

Le gouvernement a feint de céder p. 7

Où en est le capitalisme français ? p. 8

Attaque fasciste contre le NPA p. 10

Québec : les élections législatives p. 11

Venezuela : déclaration internationale contre l'immixtion des États-Unis p. 14

Tchéchénie : regain de persécution des homosexuels p. 16

Argentine : crise économique p. 18

Grande-Bretagne : crise politique p. 19

1919 : l'insurrection ouvrière de Berlin p. 22

La 4^e Internationale (1) : 1923-1933 p. 24

Les référendums et la démocratie p. 28

Macron tente de sortir de la crise des « gilets jaunes »

Le mouvement des « gilets jaunes » déclenché début novembre dans les campagnes à cause de la hausse du prix des carburants, puis étendu aux petites villes, est spontané, de taille relativement réduite, incapable jusqu'à présent de débattre démocratiquement, de désigner ses propres représentants, de se centraliser nationalement. Néanmoins, il a plus affaibli le gouvernement Macron-Philippe que tous les simulacres de lutte des bureaucraties syndicales et que toutes les gesticulations des députés et sénateurs du PS, de LFI, du PCF ou de Générations. Les « gilets jaunes » s'en prennent directement au président et réclament dès le début sa démission.

Le rêve de Macron de reconstruire l'Union européenne autour du capitalisme français sombre pour la plus grande joie de Trump, Salvini, Wilders, Obradovic...

Pourtant, au sommet de la crise politique, début décembre, le président bénéficie de l'incapacité des « gilets jaunes » à rallier les masses derrière eux et de l'aide directe des partis réformistes et des chefs syndicaux. Il n'en réprime que plus violemment tout en misant, avec l'appui de LR, de la CFDT et du PS, sur le défouloir du prétendu grand débat.

Les « réformistes » à la rescousse de Macron

Le fait que la classe ouvrière reste dirigée par des agents de la bourgeoisie française explique que le mécontentement populaire ait pris la forme d'un mouvement interclassiste et incohérent.

Le PS et auparavant le PS et le PCF, ont gouverné pour la bourgeoisie, contre les travailleurs. Les partis « réformistes » (PCF, PS, Générations) et des directions syndicales (CGT, CFDT, FSU, UNSA...) ont voté Macron en 2017. Tous les chefs syndicaux ont négocié les attaques de Macron contre les droits des travailleurs des entreprises privées et de la SNCF. Les organisations centristes (LO, NPA, POID, AL...) et les partis sociaux-impérialistes (PS, PCF, LFI, Générations) ont soutenu les « journées d'action » et les « grèves intermittentes » décrétées par les bureaucrates syndicaux.

Les directions de la CGT, de FO, de l'UNSA, de la CFDT ont soutenu les mouvements de policiers. Le PS, le PCF, Générations et LFI réclament le renforcement de la police et de l'armée.

LFI fonctionne comme LREM, autour d'un « sauveur suprême », Mélenchon, qui se vautre dans le tricolore, qui a remplacé la lutte des classes par la défense de la « nation », qui converge dangereusement avec le RN dans sa dénonciation de l'Union européenne et de l'Allemagne, qui est de plus en plus ambigu sur l'immigration.

L'imbécilité des anarchistes qui visent des « symboles » (vitrines de magasins, scooters en libre-service, distributeurs de billets...) alimente aussi la désorientation politique.

L'incapacité des principales organisations ouvrières à prendre la tête de la protestation et à opérer la jonction du prolétariat des petites villes avec celui des grandes explique l'impuissance du mouvement à se structurer, la persistance du drapeau tricolore et de *La Marseillaise*, son enfermement dans les blocages de ronds-points, la répétition des manifestations chaque samedi dans la capitale et les métropoles régionales.

Macron peut donc manoeuvrer. Il convoque le 3 décembre les partis politiques, qui se rendent tous à la convocation, y compris le PS, le PCF et LFI. Les appareils syndicaux, sauf celui de Solidaires, viennent aussi au secours de l'ordre bourgeois : « *le dialogue et l'écoute doivent retrouver leur place dans notre pays... Nos organisations dénoncent toutes formes de violence* » (CFDT, CGT, FO, UNSA, FSU, *Communiqué intersyndical*, 7 décembre). Alors qu'une partie des gilets jaunes est prête à en découdre, les bureaucrates appellent, avec le PCF, LFI, le NPA, « à manifester pacifiquement » puisque « *le gouvernement a enfin ouvert*

RÉVOLUTION COMMUNISTE

bimestriel du Groupe marxiste internationaliste
section française du Collectif révolution permanente

Imprimé par le GMI. Directeur de publication : Étienne Valyi

ISSN : 2273-8762



Abonnement : 12 euros pour 5 numéros
Soutien ou abonnement : chèque à l'ordre de ARTP
Pour contact, soutien ou abonnement, écrire à :

ARTP
AGECA service BP
177 rue de Charonne
F-75011 PARIS

Site du CoReP en allemand, anglais, espagnol, esperanto,
français, turc, etc. : revolucionpermanente.com

Site du GKK / Autriche : klassenkampf.net

Site du GMI / France : groupemarxiste.info

Site de PD / Turquie : patronsuzdunya.com

Le dessin du crieur est de Honoré, assassiné le 7 janvier 2015
avec Cabu, Charb, Tignous et Wolinski par les islamistes

les portes du dialogue ». Le texte syndical ne comporte aucune revendication ! Le 10 décembre, les chefs syndicaux se rendent chez Philippe, à Matignon.

La CGT a canalisé pendant un siècle le mécontentement populaire. La crise des « gilets jaunes » a montré combien ce savoir-faire était précieux. (Le Figaro, 12 décembre)

Les appareils syndicaux et le PS dénoncent les « gilets jaunes » et préfèrent les conciliabules avec Macron et ses ministres, qu'ils soient officiels ou confidentiels.

Le patron de Benalla brandit l'épouvantail de la violence

Après le discours du 10 décembre, les gilets jaunes ont du mal à rentrer les mains vides, d'autant que la majorité des travailleurs, des chômeurs, des retraités et des lycéens leur restent favorables. Alors, le gouvernement cherche à les discréditer : « foule haineuse, s'en prend aux élus, aux forces de l'ordre, aux journalistes, aux juifs, aux étrangers, aux homosexuels » (Macron, 31 décembre).

Cette défense des étrangers serait touchante si on oublie que Macron a fait renvoyer des dizaines de milliers de migrants. Il s'aligne sur Wauquiez et Le Pen pour désigner les étrangers comme cible quand ils sont pauvres. Les riches sont, eux, reçus à Versailles.

En matière d'immigration, une fois nos obligations d'asile remplies, souhaitez-vous que nous puissions nous fixer des objectifs annuels définis par le Parlement ? (Macron, Lettre aux Français, 13 janvier)

De même l'invocation des journalistes n'empêche pas le pouvoir d'essayer de museler la presse.

Le parquet de Paris soumis hiérarchiquement au pouvoir exécutif, a tenté de perquisitionner la rédaction, lundi 4 février au matin, à la suite de nos révélations de la semaine dernière. Nos révélations permettaient de démontrer que MM. Benalla et Crase avaient violé le contrôle judiciaire auquel ils sont astreints dans le cadre de l'affaire des violences du 1^{er} Mai, en se rencontrant secrètement le 26 juillet. (Mediapart, 5 février)

Comme tout pouvoir aux abois, pour rallier les couches sociales effrayées par le désordre que le capital et l'État ont engendré, le porte-parole du gouvernement attribue la poursuite du mouvement à des « agitateurs qui veulent l'insurrection et, au fond, renverser le gouvernement » (Griveaux, 4 janvier). Pour rallier toutes les classes possédantes, il affirme vouloir poursuivre son action anti-ouvrière : « Il est nécessaire que nous allions plus fort, plus loin et plus radicalement dans la transformation du pays » (Griveaux, 4 janvier).

En imitation de la manifestation gaulliste-fasciste du 30 mai 1968, LREM conçoit une contre-manifestation réactionnaire de soutien à peine masqué au gouvernement

qui réunit moins de 10 000 personnes le 27 janvier. Entretemps, le gouvernement a entamé son « grand débat national » dont le succès rend superflue la présence dans la rue des membres de LREM.

Le pouvoir déchaîne la répression policière

Les victimes ordinaires de la violence du capital, ceux qui ont du mal à survivre, n'ont pas, pour la bourgeoisie exploiteuse et privilégiée, son gouvernement, ses partis, ses médias et les clergés, le droit de se révolter. Le ministre de l'intérieur tente de les intimider.

Ceux qui appellent aux manifestations demain savent qu'il y aura de la violence et donc ils ont leur part de responsabilité. (Castaner, 11 janvier)

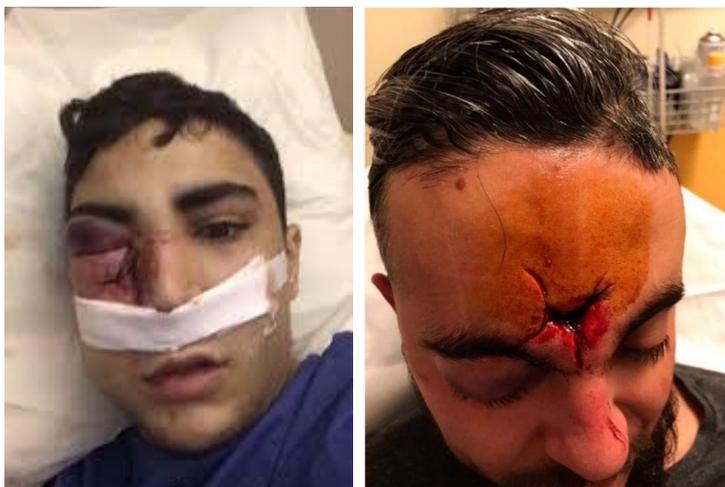
La ministre de la Justice demande aux juges « une réponse pénale extrêmement ferme » (Belloubet, *Le Figaro*, 3 décembre). Au 17 décembre, 4 570 personnes ont été placées en garde à vue, dont de nombreuses de façon préventive, accusées « de la préparation, caractérisée par un ou plusieurs faits matériels, de violences volontaires contre les personnes ou de destructions ou dégradations de biens », infraction introduite en 2010 sous Sarkozy. Des peines de prison ferme sont souvent prononcées.

Le gouvernement Macron-Philippe reprend début janvier une proposition de LR pour une nouvelle loi « anticasseurs », en termes clairs, de quoi restreindre davantage le droit de manifester qui est une liberté fondamentale. L'Assemblée la vote le 5 février.

Les méthodes de répression envers les écologistes et les étudiants, comme notre bulletin l'a dit et répété, menacent toute la population. Contre les « gilets jaunes », le gouvernement recourt aux canons à eau, aux « lanceurs de balles de défense » (LBD), aux hélicoptères, à la police montée, au tabassage de manifestants désarmés façon Benalla. Pour la première fois, des blindés de la gendarmerie sont employés dans les villes après avoir été expérimentés contre les zadistes. Les États iranien, vénézuélien, turc se permettent même d'appeler le gouvernement français à « la retenue ».



chaque brochure 2 euros auprès des militants
4 euros par la poste



À gauche Mehdi, matraqué à Paris le 1^{er} décembre ; à droite, Axel, touché par une balle en caoutchouc le 19 janvier.

Des lycéens sont humiliés et matraqués. Plusieurs milliers de manifestants ou de passants sont blessés par les CRS et la gendarmerie mobile, presque une centaine d'entre eux sont estropiés à vie (perte d'un oeil, d'une main...). Malgré les protestations des syndicats, des partis réformistes, des organisations des droits de l'homme et même de l'officiel « défenseur des droits », le gouvernement justifie l'usage des balles en caoutchouc. Pour les naïfs, il parle de quelques caméras filmant... quand les flics voudront.

Le gouvernement lance parallèlement la commande de nouveaux lanceurs de balles. La police abat les baraques des « gilets jaunes » sur les ronds-points comme elle détruit les caravanes des Roms et les abris de survie des migrants. Un philosophe obscurantiste, ancien ministre de l'Éducation de Chirac, réclame plus de répression.

Quand on voit des types qui tabassent à coup de pied un malheureux policier par terre, que les policiers se servent de leurs armes une bonne fois !... On a la quatrième armée du monde, elle est capable de mettre fin à ces saloperies. (Luc Ferry, Radio classique, 7 janvier)

Des nazis, pour compléter le sale boulot accompli par les flics sur ordre du gouvernement, agressent les militants du NPA le samedi 26 janvier à Paris.

Le mouvement décline. Celui des lycéens n'a pas repris à la rentrée scolaire, sentant que la classe ouvrière ne s'est pas engagée.

Macron relève la tête, d'abord lors de rencontres avec des maires, peu risquées. Ensuite, il réapparaît en public, à partir du 24 janvier, multipliant les réunions. Il confirme qu'il continuera sa politique contre les travailleurs. La seule mesure qu'il reporte est l'interdiction du glyphosate et la seule qu'il envisage d'annuler est la limitation de la vitesse à 80 km/h sur le réseau routier ordinaire, deux rares mesures d'intérêt général.

L'impasse des concertations et des journées d'action

Certains gilets jaunes et des syndiqués de la CGT et de SUD cherchent à converger. Mais LFI et le NPA, aidés par

LO et le PCF, dévoient cette saine aspiration. Dans les réunions de « gilets jaunes » qu'ils convoquent, ils reproduisent les méthodes anti-démocratiques des bureaucraties syndicales (certains d'entre eux en sont, d'ailleurs) et ils refusent de mettre en cause leur pratique de collaboration de classe qui a laissé passer toutes les attaques, qui a dégoûté et éloigné de l'action organisée.

Les organisations centristes (NPA, LO, AL, POID...) confondent délibérément les « journées d'action » répétées (qui ont permis à Macron de battre les cheminots en 2018) et la véritable grève générale (comme celle de 1936 qui a arraché des revendications qui n'étaient pas au programme du PS ni du PCF, comme celle qui a défié De Gaulle en 1968, comme celle des cheminots qui a fait reculer le gouvernement Chirac-Juppé en 1995).

D'ailleurs, PCF, LFI, LO, NPA se rallient à la « journée d'action » que la bureaucratie de la CGT a décrétée le 5 février alors que les négociations entre le gouvernement et « les partenaires sociaux » (dont la CFDT, la CGT, FO...) se déroulent depuis le 21 janvier contre les retraites.

Je joins mon soutien à ces appels. Ils démontrent la vigueur du mouvement des gilets jaunes qui n'a pas été dissout par la supercherie du grand débat. (Mélénchon, 21 janvier)

Le 5 février, un appel à la grève est lancé par la CGT. Les travailleurs qui ont compris la nécessité de se lancer dans l'action pour défendre leurs intérêts doivent se saisir de cet appel. (LO, 28 janvier)

Le patronat est si peu effrayé qu'il se permet de quitter le 28 janvier la négociation de l'assurance-chômage pour obtenir de nouvelles reculades des chefs syndicaux.

La révolution n'est pas une utopie

Les néo-réformistes n'ont à proposer que le replâtrage de l'État bourgeois (« Assemblée constituante ») ou l'économisme (les « luttes » sans horizon politique).

Tous les opportunistes sont d'accord pour considérer que la révolution sociale n'est pas d'actualité, soit qu'elle serait dépassée (PS, PCF, LFI...), soit qu'ils la remettent à un avenir lointain, très lointain (LO, NPA...).

Même dans une période qui n'a rien de révolutionnaire, il est indispensable de chercher inlassablement à convaincre les travailleurs que les politiciens en place ne sont que des masques derrière lesquels se cache la grande bourgeoisie et c'est à celle-ci, et non à ses valets politiques, qu'il faut s'attaquer pour obtenir les mesures vitales nécessaires au monde du travail... et pour, demain, vraiment changer le monde. (Lutte de classe, revue de LO, février 2019)

Passons sur le fait que, dans la lutte de classes réelle, les masses, quand elles se lèvent, débutent toujours en s'en prenant au régime « en place » et à son sommet, à ceux qui incarnent la défense de l'exploitation et de l'oppression. Surtout, il est impossible au capitalisme actuel

d'accorder des « *mesures vitales nécessaires au monde du travail* ».

La perspective politique (« *changer le monde* ») est non seulement vague mais une étape tout à fait distincte, renvoyée « *pour demain* ». Cet étapisme s'oppose complètement à la stratégie de la révolution permanente. Quand on sait que, pour la direction de LO, la situation n'était pas révolutionnaire en mai 1968, le « *demain* » annoncé à ses militants et aux travailleurs ressemble beaucoup à la consolation du paradis promis par les clergés chrétiens ou musulmans.

Luttez, ouvriers, consent notre philistin, luttez mais défense vous est faite de vaincre ! Ne détruisez pas la machine d'État de la bourgeoisie, ne dressez pas à la place de l'organisation d'État bourgeois, l'organisation d'État prolétarienne. (Lénine, *La Révolution prolétarienne et le renégat Kautsky*, novembre 1918)

Or, l'autodéfense des travailleurs, la constitution d'organes de type soviets, la lutte pour le pouvoir, l'insurrection, le démantèlement de l'État bourgeois, l'expropriation du capital, sont nécessaires dès maintenant si la classe ouvrière veut sauver les acquis sociaux et politiques, arracher « *des mesures vitales* » et empêcher les prochaines guerres.

Dans un moment autrement défavorable qu'aujourd'hui, les communistes-révolutionnaires liaient les questions vitales à la révolution sociale.

Le capitalisme a failli. Ses relations sociales, ses limites nationales étranglent le développement économique et social... C'est seulement en rompant avec la collaboration de classe, le social-patriotisme et les prêtres de la soumission dans le mouvement ouvrier, en prenant la voie d'une lutte de classe résolument agressive, en lançant l'assaut contre la forteresse du capitalisme que les exploités du monde peuvent s'écarter de la stagnation et de la défaite, marcher en avant. (4^e Internationale, *Manifeste aux travailleurs du monde entier*, 1938)

Pour un gouvernement des travailleurs

La seule chance de renvoyer Macron se cacher, de l'empêcher de nuire, de le chasser et de ne pas le voir remplacé par d'autres ennemis des travailleurs (Wauquiez, Le Pen...) est la jonction de l'aile prolétarienne des gilets jaunes et du gros de la classe ouvrière autour d'un programme social, de la préparation de la grève générale et de la perspective d'un gouvernement ouvrier.

À cette condition, la classe ouvrière pourra organiser sa défense contre la police et les fascistes, rallier les autres travailleurs (ceux qui restent formellement indépendants ou qui sont « cadres »), ouvrir la voie d'une démocratie supérieure à celle de la 5^e République, celle de la Commune de Paris de 1871 et des soviets russes de 1917.

Pour vaincre Macron, il faut que les travailleurs imposent aux partis d'origine ouvrière et aux organisations



syndicales de salariés de boycotter le « grand débat » et de rompre les négociations des plans contre les fonctionnaires, contre les chômeurs, contre les retraites.

À bas la violence policière ! Front unique des organisations ouvrières pour la libération des militants emprisonnés ! Aucune poursuite contre les manifestants ! Auto-défense contre les forces armées de l'État et contre les fascistes ! Dissolution des corps de répression !

Suppression de la présidence de la République et du Sénat ! Députés, maires, ministres... rémunérés au salaire ouvrier médian et révocables à tout moment !

SMIC à 1 800 euros bruts ! Augmentation des salaires des travailleurs du privé et du public ! Échelle mobile des salaires et des heures de travail ! Aucune retraite par points ! Retraite à 60 ans avec 37,5 annuités !

Création de postes dans l'enseignement public, les hôpitaux et les EPHAD à hauteur des besoins ! Construction de logements sociaux de qualité !

Abrogation du CICE ! Suppression de la TVA et de tous les autres impôts qui pèsent sur la consommation populaire (TICPE, CTA, CSPE, TCFE, TICGN...) ! Véritable ISF sur l'entièreté du patrimoine ! Renforcement de la progressivité de l'impôt sur le revenu !

Expropriation des sociétés d'autoroute, des banques et des groupes automobiles !

Abolition du statut de « travailleur détaché » ! Des papiers pour tous les sans-papiers ! Mêmes droits pour tous les travailleurs, quelle que soit leur nationalité ! Libre entrée pour les réfugiés, les travailleurs et leurs familles, les étudiants !

Aucune négociation des projets de Macron contre les travailleurs de la fonction publique, les chômeurs, les retraites ! Aucune participation au « grand débat national » !

Une seule confédération syndicale, démocratique et de lutte de classe ! Grève générale pour l'annulation de toutes les mesures antisociales et antidémocratiques, pour la satisfaction des revendications ! Pour des assemblées générales de travailleurs dans chaque ville avec élections de délégués et centralisation à l'échelle départementale et nationale ! Gouvernement ouvrier ! États-Unis socialistes d'Europe !

6 février 2019

Les gilets jaunes écartelés entre les classes sociales



La majorité des gilets jaunes sont des chômeurs, des retraités des petites villes, des ouvriers et employés de petites et moyennes entreprises, tous mal structurés par les syndicats. Mais on y trouve aussi pas mal de membres de la petite bourgeoisie traditionnelle déclassée ou en risque de l'être (artisans, paysans, assistantes maternelles...), de corps de répression (policiers, gardiens de prison, militaires) et même quelques représentants des couches inférieures de la bourgeoisie (des petits patrons).

Parmi les actifs occupés, à l'exception des cadres, nettement sous-représentés (10 %, soit 8 points de moins que dans la population active en emploi), et des artisans et commerçants, surreprésentés (deux fois plus nombreux que dans la population avec 14 %), les autres catégories sont à l'image des Français : 29 % occupent des professions intermédiaires, 28 % sont employés, 19 % ouvriers et 1 % agriculteurs. S'il y a un trait distinctif des « gilets jaunes », c'est leur situation de forte précarité. Plus de 68 % vivent dans un ménage dont le revenu disponible net est inférieur à 2 480 euros. (Le Monde, 27 janvier)

Certains salariés, chômeurs et paysans travailleurs en gilet jaune voient dans le drapeau tricolore le symbole de la révolution française de 1789, d'où les images de guillotine qui scandalisent tant les grands médias. Mais ces travailleurs se trompent d'époque : le drapeau tricolore est depuis la révolution de 1848 celui des colonialistes et des dirigeants contre-révolutionnaires comme Cavaignac, Thiers, Pétain, De Gaulle, Sarkozy et Macron. Derrière Macron, cette aile des gilets jaunes devine le capitalisme français qui les exploite féroce ment ou les rejette carrément dans les marges de la société. Ceux-ci dénoncent la misère, réclament des augmentations du smic, défendent le pouvoir d'achat des pensions, le maintien et la qualité des services publics, le rétablissement de l'ISF...

Les travailleurs « indépendants » et les petits patrons victimes de la concurrence et de la domination d'autres patrons (ceux de la grande industrie, des banques, de la grande distribution), se plaignent de tous les impôts et, surtout, des « charges patronales » (c'est-à-dire de la partie du salaire qui est collectivisée). Les salariés des très petites entreprises, qui travaillent souvent au coude à coude avec leur employeur, épousent plus facilement son point de vue que ceux des grandes.

De trop nombreux « gilets jaunes » s'en prennent à une supposée homosexualité du président ou relaient la désinformation de la fachosphère sur les accords de Marrakech ou le traité d'Aix-la-Chapelle. Les partis xénophobes (RN, LR, DIF...) et les groupes fascistes (Civitas, BS, AF, GI...) infiltrent assez facilement les petits patrons et les déclassés.

Ainsi, une frange de « gilets jaunes » s'en prend aux réfugiés, aux femmes pourtant un foulard ou à la peau noire, aux vieilles dames juives, aux journalistes... Certains volent dans les boutiques, saccagent le mobilier urbain des grandes villes et vandalisent les radars des routes (depuis novembre, 60 % des boîtiers fixes ont été masqués ou détruits).

L'abaissement des vitesses moyennes entraîne un abaissement du nombre des accidents mortels... Avec 189 vies sauvées en 6 mois, le bilan est conforme aux attentes. Il aurait pu être meilleur si un grand nombre de radars n'avaient pas été détériorés en novembre et décembre 2018. Ces destructions ont provoqué une nouvelle augmentation de la vitesse. Le bilan peut être estimé à 60 morts. (Le Monde, 30 janvier)

Les réseaux sociaux et les manifestations de « gilets jaunes » réclament à partir de décembre un « référendum d'initiative citoyenne » qui permet d'étouffer l'exigence de se débarrasser de Macron et surtout les revendications sociales.

À partir du 8 décembre, le RIC s'impose comme la revendication numéro 1 des gilets jaunes et vient se substituer à l'idée jusque-là très floue d'un référendum pour faire tomber Emmanuel Macron. Maxime Nicolle expose alors sa vision stratégique : « Si on a plein de revendications, l'État va nous en prendre une ou deux et on l'aura profond. »... Pour Léo Girod, « l'élément déclencheur, c'est que les gilets jaunes étaient en train de se perdre avec une longue liste de revendications. Le RIC est apparu comme une manière de ne pas se diviser ». (Libération, 2 janvier).

Le NPA épouse le mot d'ordre : « le RIC vise profondément à contester le pouvoir de ceux d'en haut » (9 janvier). Plus circonspecte, LO dénonce une « nouvelle illusion réformiste » (20 janvier).

La mise en avant des référendums relève plutôt de l'affaiblissement du réformisme. Le RIC s'inscrit pleinement dans la vague mondiale de nationalisme, de protectionnisme, de xénophobie, de patriarcat, de religion, de racisme... Ce « populisme » est le retour de la réaction contre-révolutionnaire, antiparlementaire, autoritaire et antisémite, mise en sommeil par les bourgeoisies des pays impérialistes après la 2^e Guerre mondiale.

30 janvier 2019

Macron a feint de céder le 10 décembre

Ainsi secouru dans son rôle de chargé de pouvoir du capital, le chef de l'État feint « *le dialogue* » en prétendant concéder un « *grand débat national* » et dix milliards : « *C'est donc désormais le calme et l'ordre républicain qui doivent régner. Nous y mettrons tous les moyens* » (Macron, 10 décembre). Il annonce quatre mesures : sur le SMIC, sur la CSG, sur les heures supplémentaires, et sur la prime de fin d'année, aucune d'entre elles n'affaiblissant le capital face au travail, en ne modifiant pas le degré d'exploitation des salariés.

« *Le salaire d'un travailleur au smic augmentera de 100 euros par mois dès 2019 sans qu'il en coûte un euro de plus pour l'employeur* ». Cette mesure figurait d'ailleurs dans le programme de campagne présidentielle de Macron : « *Tous les smicards qui bénéficient de la prime d'activité toucheront par exemple l'équivalent d'un 15^e mois de salaire, soit 100 euros nets de plus chaque mois* ». Elle correspond aux exigences communes à tous les capitalistes, petits et grands, comme l'avait exprimé le Medef.

On a tous envie que nos salariés soient mieux payés mais... si la hausse du Smic est payée par les entreprises, cela se traduira par des destructions d'emplois. (Geoffroy de Bézieux, *Le Parisien*, 3 décembre)

« *Les heures supplémentaires seront versées sans impôts ni charges dès 2019* ». Cette décision s'ajoute à la suppression des cotisations sociales (désocialisation) sur les heures supplémentaires prévue dans le budget 2019. Elle est équivalente à celle qui avait été mise en oeuvre sous la présidence de Sarkozy et avait détruit 30 000 emplois en 2011, tout en coûtant trois milliards d'euros par an à la Sécu et au fisc.

« *Pour ceux qui touchent moins de 2 000 euros par mois, nous annulerons en 2019 la hausse de CSG subie cette année* ». Il s'agit de relever le seuil d'imposition de 1 200 à 2 000 euros, ce qui annule partiellement une mesure récente, sachant que le pouvoir d'achat des retraités a sensiblement diminué en raison de la désindexation des pensions qui est maintenue.

« *Je demanderai à tous les employeurs qui le peuvent, de verser une prime de fin d'année à leurs employés* ». Ce sera au bon vouloir du patronat.

L'ISF n'est pas rétabli : « *revenir en arrière nous affaiblirait, alors même que nous sommes en train de recréer des emplois dans tous les secteurs* ». Pourtant, l'Insee remarque une diminution très nette du nombre d'emplois créés (15 000 au troisième trimestre 2018 contre près de 100 000 au quatrième trimestre 2017), une perte de dizaines de milliers d'emplois industriels depuis le début de l'année... La *flat tax* sur les revenus du capital, qui correspond à une baisse massive d'impôts

pour les riches capitalistes, et la baisse de l'impôt sur les sociétés ne sont même pas évoquées. Au même moment, le Sénat facilitait la vie des exilés fiscaux en réduisant le délai d'exonération d'impôt sur les plus-values réalisées à l'étranger.

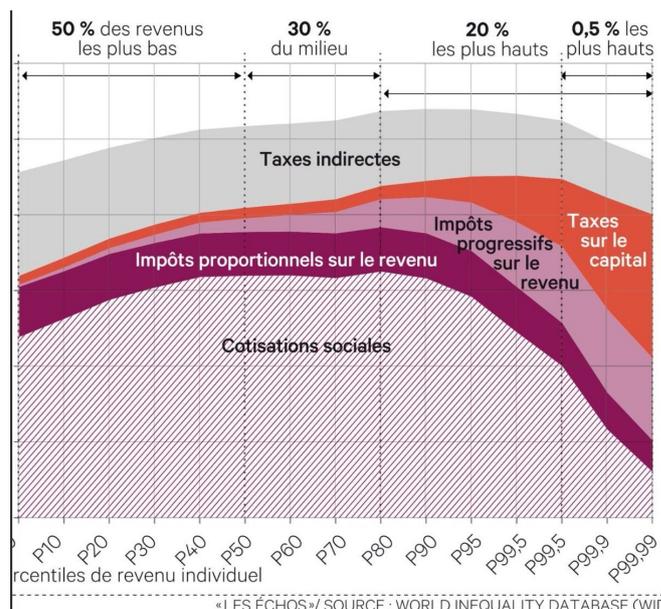
La classe dominante comprend que les concessions sont minimales.

Pour l'heure, il faut reconnaître à l'exécutif le mérite d'avoir préservé l'essentiel... Les mesures fiscales en faveur de l'investissement (suppression partielle de l'ISF, flat tax sur l'épargne...) sont maintenues, ainsi que les baisses de charges et d'impôts pesant sur les entreprises. Pourvu que cela dure ! (*Le Figaro*, 11 décembre)

LR, après avoir soutenu initialement les « gilets jaunes », se range rapidement du côté de la police et rallie le « grand débat ».

Macron n'a pas changé, ni changé sa politique : « *on va davantage responsabiliser les pauvres car il y en a qui déçoignent* » (16 janvier). Un décret paru le 30 décembre renforce le contrôle des chômeurs. Le pouvoir exécutif a toutefois conscience qu'il n'est pas judicieux de porter immédiatement les attaques prévues contre le système de santé, contre la fonction publique, contre le système de retraites... Il attend donc la fin du « grand débat » et les élections au Parlement européen qui seront peut-être accompagnées d'un référendum.

30 janvier 2018



Les prélèvements obligatoires représentent une part moindre des revenus des plus riches (à droite du graphique) que de la majorité de la population (sans parler de la fraude)

Où en est l'économie française ?

Le gouvernement Macron-Philippe n'est pas victime d'un aveuglement libéral, comme le proclament les benêts réformistes : il s'efforce, sur le dos des travailleurs, de surmonter les handicaps du capitalisme français dans un contexte mondial de plus en plus morose.

Une puissance en déclin

Tous les impérialismes dominants depuis la seconde guerre mondiale ont été relativement affaiblis mais à un rythme différent, et la France n'est pas la mieux lotie. Tout en admettant que le PIB n'est pas un critère parfait pour mesurer la puissance d'un État, il reste un indicateur de la richesse créée et donc de son poids dans les rapports internationaux. Or, d'après les données de la Banque mondiale, le PIB de la France en dollars était en 1966 le deuxième le plus élevé au monde après les États-Unis. En 2017 il est le septième, après l'Inde.

Depuis 2000, la production industrielle a augmenté de 30 % pour l'Allemagne alors qu'elle a diminué de plus de 10 % pour la France.

En 1999, les exportations françaises de marchandises pour la France sont passées de 6 % des exportations mondiales à 3 % en 2018. Elles représentaient en 1999 57 % des exportations allemandes, mais seulement 37 % en 2018. Depuis 2015, la France n'est plus le premier partenaire commercial de l'Allemagne, alors qu'elle l'était depuis 1975 ; elle est devancée par les États-Unis. Les balances commerciales des deux pays (échanges de biens) connaissent des trajectoires inverses. Pour l'Allemagne l'excédent ne cesse d'augmenter depuis 2008 et a dépassé 250 milliards d'euros en 2017, alors que le déficit commercial français atteint 60 milliards.

Fin 2018, la production industrielle française avait retrouvé son niveau de... 1997, bien en-dessous de 2008 avant la crise. Selon l'Observatoire français des conjonctures économiques et l'Insee, le revenu disponible brut moyen, celui qui peut être dépensé, a reculé en France de 440 euros entre 2008 et 2016, soit une baisse de 1,2 %.

Macron au service du grand capital

Le progrès technique et le chômage de masse servent, sur les lieux d'exploitation, à fragiliser les travailleurs. D'autant que presque la moitié (49,6 %) des 5,6 millions de chômeurs des catégories A-B-C ne sont pas indemnisés du tout (Pôle emploi, 22 janvier). La pression du chômage est bien plus importante que celle de l'immigration.

En plus, l'État vient au renfort des capitalistes en diminuant la fourniture de services publics, en transférant le poids des prélèvements de la classe capitaliste à la classe ouvrière ou aux classes petites-bourgeoises, en démantelant le droit du travail.

La prétendue loi des débouchés (tout offre crée sa propre demande) dont la stupidité a été démontrée depuis longtemps, est une des justifications théoriques de la politique économique du gouvernement Macron-Philippe.

L'économiste s'amène avec sa belle théorie de l'offre et de la demande, il vous démontre que « on ne peut jamais trop produire », et la pratique répond avec les crises commerciales qui reviennent aussi régulièrement que les comètes et telles qu'actuellement nous en avons une en moyenne tous les cinq ou sept ans. (Friedrich Engels, Esquisse d'une critique de l'économie politique, 1844)

Donc, il s'agirait de favoriser les conditions « de l'offre », qui est le fait des capitalistes, afin que toute la société en bénéficie. C'est la théorie fallacieuse du « ruissellement » : l'intérêt de tous serait que baisse la fiscalité sur le capital, sur les entreprises, sur les riches, « les premiers de cordée ».

Il est impossible de distribuer quand on ne produit pas assez. C'est pourquoi ceux qui risquent, qui osent, qui entreprennent doivent nous trouver à leurs côtés. (Emmanuel Macron, Discours au congrès, 9 juillet 2018)

En accordant des cadeaux à la classe capitaliste, le gouvernement affirme chercher à améliorer la croissance économique et le poids de la France dans le monde. En fait, il cherche à augmenter le taux de profit, avec la baisse de l'impôt sur les sociétés à 25 % d'ici 2022 (contre 33,33 % aujourd'hui), la suppression de l'ISF sur les valeurs mobilières (actions, obligations...), le taux unique de l'impôt sur le capital et le CICE (20 milliards d'euros par an). Entré en vigueur en 2013 sous le gouvernement Hollande-Ayrault, il a été transformé en une baisse de cotisations patronales de 6 % sur les salaires inférieurs à 2,5 SMIC, si bien que les capitalistes en bénéficieront doublement en 2019.

Le mouvement des gilets jaunes tient pour une large partie à l'injustice du système fiscal, c'est-à-dire à son caractère régressif. En regroupant sous les termes de « prélèvements obligatoires » les impôts et taxes qui financent l'État et les cotisations sociales qui financent la Sécurité sociale, on peut constater qu'ils touchent moins les plus riches, qui rémunèrent des conseillers en optimisation fiscale pour payer moins d'impôts, qui pratiquent l'évasion fiscale, voire la fraude fiscale, d'un montant faramineux (de l'ordre de 200 milliards d'après Jean Gadrey, *Alternatives économiques*, 28 juin 2017) à comparer à ce que le gouvernement, les grands médias et les partis LREM, LR et RN-FN qualifient de fraude sociale, en fait aux allocations sociales (environ 400 millions selon le Comité national de lutte contre la fraude).

Des résultats limités

En 2018, la croissance économique de la France a été de 1,5 %, contre 2,3 % en 2017 et elle devrait ralentir à 1 % en 2019, essentiellement en raison du ralentissement de l'investissement des entreprises (+4,4 % en 2017, +3,7 % en 2018). Ce fléchissement de l'accumula-

tion du capital est dû à l'insuffisance du taux de profit. En cause, le fonctionnement structurel du capitalisme, et non la crise sociale et politique de la fin d'année.

En 2016, le rapport du comité de suivi du CICE indiquait déjà que « *l'impact du CICE... sur l'emploi et sur les salaires apparaît mesuré... les entreprises ont consacré une partie importante du CICE à la reconstitution de leurs marges* », c'est-à-dire qu'elles ont augmenté leurs profits. De 29,7 % en 2013, le taux de marge (soit la part des profits dans la production) est passé à 31,9 % en 2017. Il faut noter que le taux de marge de l'INSEE sous-estime l'exploitation car il range dans les salaires les rémunérations des managers, qui sont en fait une part de la plus-value et non un véritable salaire et qui augmentent considérablement. Dans le même temps le taux d'investissement (la part du profit allouée à l'investissement) est passé de 22,6 % à 23,5 %, soit une augmentation sensible plus faible.

L'impact du CICE sur l'emploi est pour le moins incertain, l'OFCE l'a évalué à 140 000 emplois pour les deux premières années, l'INSEE l'estime à 50 000 emplois par an pour 2019-2021, soit 400 000 euros par emploi par an, c'est-à-dire plus de vingt ans de SMIC brut. C'est dire l'aubaine pour le patronat.

Les rémunérations versées aux actionnaires ont augmenté de 12 % sur un an. En comparaison, le salaire réel net moyen a progressé de 1,2 % la même année en France. Alors que les entreprises distribuaient environ un tiers de leurs profits au début des années 2000, elles n'ont cessé d'augmenter leur niveau de distribution d'année en année, passant à 40 %, puis 42 %, puis 48 %. En 2018, le taux de distribution a atteint un seuil symbolique : 50 %. En 2018, les groupes du CAC 40 ont versé 57,8 milliards d'euros à leurs actionnaires.

Des chômeurs accusés de fainéantise

Le chômage reste élevé avec 5,6 millions de personnes dont 3 418 600 sans emploi (catégorie A) et 2 186 400 qui exercent une activité réduite (catégories B, C) selon Pôle emploi (25 janvier). Il aurait légèrement baissé (-1,5 % sur un an pour la catégorie A), mais c'est au prix de la précarisation massive facilitée par les ordonnances de septembre 2017 prises par le gouvernement Macron-Philippe après consultation tout l'été des confédérations syndicales.

D'une part, au sein du salariat officiel, la part des contrats à durée déterminée et des contrats d'intérim augmente ainsi que les CDI précaires « de mission » ; d'autre part, nombre de « microentreprises », de plus en plus nombreuses (1,2 million, +28 % en un an selon l'INSEE), sont des salariés camouflés en autoentrepreneurs qui perdent presque tous leurs droits sociaux. Et il n'est pas sûr que cette dite amélioration de l'emploi se confirme en 2019.

Dans un contexte de ralentissement de l'activité, les créations d'emploi dans le secteur privé ont sensiblement diminué, passant de 341 000 en 2017 à 106 000 en 2018 (INSEE, 8 février).

Le patronat prétend que les barrières à l'embauche sont le « *coût du travail* » trop élevé, en accusant le salaire direct (les salaires nets) et collectivisé (les prestations sociales, ce que Macron appelle « *un pognon de dingue* ») ainsi que le « *manque de main-d'oeuvre compétente* » (INSEE, *Note de conjoncture*, décembre 2018). Comme si la classe capitaliste ne pouvait pas trouver des salariés compétents ou les former parmi les millions de chômeurs (toutes catégories confondues) que compte le pays, sans compter ceux qui ont cessé de chercher du travail !

D'ailleurs, les emplois non pourvus ne sont que 300 000. Après la fumeuse loi des débouchés, c'est la théorie du chômage volontaire, une autre antienne réactionnaire, qu'invoque le gouvernement. Cela permet de s'en prendre une fois de plus aux chômeurs qui refuseraient les emplois qui se trouvent, comme le dit Macron, de l'autre côté de la rue.

Un décret publié le 30 décembre sanctionne d'un mois de radiation la moindre absence à un rendez-vous (contre deux semaines auparavant), de suppression des allocations en cas de refus de deux offres jugées raisonnables, et surtout il sera jugé raisonnable de se voir offrir un emploi pour un salaire bien plus faible.

Impérialisme et militarisme

Le capitalisme français ne se réduit pas à l'économie nationale. Il exploite au-delà des frontières par ses groupes capitalistes transnationaux dont le CAC40 est une expression.

L'État français joue de ses atouts militaires et diplomatiques pour tenter de contrebalancer la suprématie économique de l'Allemagne, d'où ses expéditions militaires multiples (Opex) et le poids des dépenses militaires qui augmentent sans cesse, avec l'assentiment du PS, du PCF et de LFI. Macron a annoncé qu'il voulait les porter à plus de 2 % du PIB. En 2019, le budget de la défense s'élève officiellement à 35,9 milliards d'euros, en fait plus parce qu'une partie des dépenses affectées à la recherche est en fait militaire et parce que les Opex débordent toujours le budget prévu.

Macron a cru pouvoir profiter de l'affaiblissement de Merkel pour prendre l'initiative dans l'UE, mais le traité d'Aix-la-Chapelle est d'une portée réduite.

Malgré les sacrifices de la classe ouvrière de ce pays (de nationalité française ou pas), le capitalisme français continue à décliner face à ses concurrents. La bourgeoisie mondiale menace d'entraîner l'humanité dans la barbarie (crises, destruction de l'environnement, guerres, fascisme...).

8 février 2019

Après l'attaque contre le NPA front unique ouvrier pour écraser les nervis fascistes !

Le samedi 26 janvier, lors de la manifestation à Paris du mouvement des gilets jaunes, le cortège du Nouveau parti anticapitaliste a été attaqué à plusieurs reprises par des nervis des « Zouaves », un groupuscule nazi lié au « Bastion Social » aux cris de « la bise à Clément », faisant référence à l'assassinat de Clément Méric le 5 juin 2013. D'autres agressions ont aussi eu lieu à la gare de Lyon contre des gilets jaunes qui leur déplaisaient. À chaque fois, les flics, si présents d'ordinaire pour réprimer, avaient disparu comme par miracle.

Nous affirmons notre entière solidarité aux militants et sympathisants du NPA ainsi qu'à tous les manifestants qui ont dû faire face au déchainement de violence des fascistes qui complète la répression violente de l'État dirigé par Macron.

Les bandes fascistes (BS, GI, AF...) sont encouragées par les succès politiques des politiciens et des partis xénophobes qui, tout en restant légaux, reprennent leurs thèses (nationalisme, racisme, complotisme...) comme le FN-RN de la riche famille Le Pen, du capitaliste Trump, de l'ancien gradé Bolsanaro, etc. L'histoire prouve que les mesures juridiques, dont l'application est confiée aux institutions répressives de l'État bourgeois, n'ont jamais empêché les exactions des bandes fascistes, ni la prise du pouvoir par des partis fascistes. En effet, les partis fascistes et les nervis nazis sont liés aux multiples sociétés de « sécurité », ils jouissent de la protection de la police, des services secrets, de l'armée. Et ces lois et décrets sont parfois retournés contre les antifascistes et les révolutionnaires.

Les travailleurs ne sont pas des moutons qui se réfugient à l'abattoir quand ils se font mordre par le chien du berger. Le mouvement ouvrier a les moyens d'empêcher de nuire les bandes fascistes. Les syndicats de salariés et les partis issus de la classe ouvrière doivent s'unir pour défendre les locaux, les manifestations, les grèves, les quartiers populaires... Toutes les initiatives des travailleurs, des étudiants, des femmes, des immigrés, des homosexuels... pour se défendre contre les bandes fascistes ou les policiers sont bienvenues.

L'armement du peuple et la prise du pouvoir par les travailleurs mettront définitivement hors d'état de nuire les fascistes.

27 janvier 2019, Groupe marxiste internationaliste

REVOLUTION COMMUNISTE
Groupe marxiste internationaliste | Collectif révolution permanent en France

**À bas Macron !
Gouvernement ouvrier !**



Manifestation à l'Élysée | Grève générale 1 p. 2
Plus d'impris sur les jeunes au nom de l'écologie p. 5
Macron contre l'école publique p. 5
Les officiers de FO, du PCF et de LFI p. 8
Déclaration des migrants à Poitiers p. 9
Allemagne : Merkel ébranlée par les élections partielles p. 10
Mauricie : référendum après la promotion de la Grève p. 11
Canada : la lutte des LGBT p. 13
Bretagne : l'élection du Socialistes p. 15
Turquie : grève au chantier de l'aéroport d'Istanbul p. 17
États-Unis : élections législatives p. 18
Mal 68 : le retour p. 20
Nouvelle-Calédonie : référendum p. 28

n° 32 novembre - décembre 2018 1 euro

Abonnement à Révolution communiste

envoyer 12 euros (ou plus en mentionnant « soutien »)
à l'ordre de ARTP pour 5 numéros à :

ARTP / AGECA service BP
177 rue de Charonne / 75011 PARIS FRANCE

NOM Prénom

Adresse

Code postal Ville.....

Adresse électronique@.....

Für Rätemacht und Revolution!

KLASSENKAMP

VOM WIDERSTAND IN DIE OFFENSIVE

2019

AUFTEILUNG DER ARBEIT
ALLE HÄNDE
BEI VOLLEM LOHNAUSBAU

www.klassenkampf.de

Editorial: Für die Einheitsfront
Gießwesten
Deutschland
Auch wenn Kurt und
Dante zu den alten
denkmalen sind
Doch sie sind nicht
auf der Straße mit was hat
Merkel auf Seite 13
Gießwesten
Deutschland
Merkel, die Merkel, auch
denn sie sind nicht
denkmalen sind
Doch sie sind nicht
auf der Straße mit was hat
Merkel auf Seite 13

n° 3 automne 2018 1 €

AVANT-GARDE

Collectif révolution permanent au Canada

La fausse laïcité des xénophobes 2
Où en est la lutte des LGBT ? 5
La grève des CPE de Juin 7
Face à l'élection de Bolsanaro au Brésil 8
Le mouvement des gilets jaunes en France 11
ABC du marxisme : la religion 12



n° 3 automne 2018 1 €

Yeni Dönem Sayı:2 Ekim 2018

PATRONSUZ DÜNYA

Tarih Yararına İsci Sınıfı İnzaf Memurudur!



Kriz Derinleşiyor Sınıf Savaşı Büyüyor

24 Haziran seçimlerine; derinleşen kriz ortamında giren Erdoğan rejimi, seçim mitinglerinde iktidar olduğu takdirinde; enfasyon, döviz artışı, faiz oranlarını düşürceğini beyan etti. Seçimlerden istediği sonucu alan Erdoğan rejimi; kısa bir süre geçmesine rağmen, ekonomik krizin önüne geçemediği gibi hızla büyümesine katkı sunmuştur. Dövizin rekor artışı, enfasyon ve faiz oranları trmansıyyla birlikte, Türkiye tarihinin en derin ekonomik

krizlerinden birini yaşamaktadır. Bu krizin faturası emekçilere kesilmeye çalışılmaktadır. Gündelik hayatın bir parçası haline geliş zamlar ve rekor seviyelere giren işsizlik oranlarıyla birlikte, henüz işini kaybetmemiş sınıflar çalışan kesimlerine kolektif koşullarda çalışmaya dayatılmaktadır. 24 Hazirandan sonra OHAL'in kalmasıyla birlikte, bugüne dek çıkartılmış tüm HKİ'lar yasallarıyla kalıcı bir hâle sokulmuştur. Toplumsal muhalefet ve işçi hareketi ağır

KRETA CÍRKLO

No acceptem que l'habitatge dels treballadors siga el negoci dels capitalistes!

Cap família sense habitatge, cap habitatge sense família

Editorial... p. 2
El govern del PSOE, a la solució de la monarquia... p. 5
Cuando la vivienda se convierte en el negocio de mercado del gran capital... p. 8
La Comarca de Pinerio ya tiene decidida la inscripción de todos los... p. 12
Les guerres i la batalla dels capitalistes amb l'entrada de les crisi... p. 13
Elis volen tenir el mateix... p. 15
Trump és una guerra econòmica y amenaza a l'iran... p. 17
Libertat per a Sheen Henry Yu... p. 23
Libertat per a Sheen Henry Yu... p. 23

IKC
Internaciama Kolektivista Cirklo

HO. 2 TARDOR 2018

Canada : les élections du 1^{er} octobre au Québec

Les élections du 1^{er} octobre 2018 se sont tenues selon une carte électorale revue en 2017. Le taux de participation a été particulièrement faible (moins de 67 % des inscrits). La Coalition avenir Québec remporte 57,4 % des voix et la majorité absolue avec 74 sièges (sur 125). Le Parti libéral obtient 51 sièges avec 24,8 % des voix. Le Parti québécois obtient 10 sièges avec 17,1 %. Québec solidaire a 10 sièges avec 16,1 %.

Ainsi est mis fin à un règne de 15 ans du principal parti de la bourgeoisie canadienne, le Parti libéral (PLQ), interrompu seulement pendant 18 mois par un gouvernement minoritaire dirigé par le Parti québécois (PQ) de septembre 2012 à avril 2014.

L'alternance au pouvoir du Parti libéral et du Parti québécois de 2003 à 2018

L'État bourgeois du Canada est fédéral, ce qui laisse depuis 1867 une certaine autonomie aux provinces. Les provinces sont responsables des affaires sociales (santé, éducation...) ou des questions locales. Elles régissent les relations entre les individus (droit privé civil). Les élections québécoises ont lieu au moins tous les 5 ans pour renouveler les 125 députés du parlement du Québec. Un autre membre du parlement, le lieutenant-général, n'est pas élu, mais reste désigné par la monarchie britannique.

La volonté du gouvernement de Jean Charest (PLQ) de hausser d'une manière drastique les frais de scolarité à l'université avait mis le feu aux poudres en 2012. Le « printemps érable » avait abouti à chasser du pouvoir les libéraux marqués par la corruption dont les politiques d'austérité pesaient lourd sur la classe ouvrière et la jeunesse. Mais la classe ouvrière n'avait pas fait irruption dans la brèche ouverte par la jeunesse pour dégager une perspective révolutionnaire (gouvernement ouvrier du Canada). Comme il arrive souvent quand il n'y a pas de parti ouvrier de masse, même réformiste, la grogne populaire contre le gouvernement fort détesté a profité à un autre parti bourgeois, en l'occurrence le parti de la bourgeoisie québécoise indépendantiste, le Parti québécois (PQ), qui est arrivé premier à l'élection générale de septembre 2012 avec 32 % des voix et 54 sièges.

Le gouvernement minoritaire de Pauline Marois a évidemment aboli la hausse des frais de scolarité décrétée par le PLQ. Mais il a instauré une indexation en fonction de l'inflation et il a poursuivi les coupures dans la santé et l'aide sociale. En 2014, il a voulu détourner le mécontentement au sein de la classe ouvrière en promulguant une charte de la laïcité, dite *Charte des valeurs québécoises* [voir *Avant-Garde* n° 3]. Sur cette base, Marois a convoqué des élections anticipées en mars pour tenter d'obtenir une majorité absolue au parlement, mais le PQ a subi une cuisante défaite électorale qui porta de nouveau au pouvoir le PLQ.

La campagne xénophobe de la Coalition avenir Québec

Le débat identitaire ne fut pas enterré pour autant, car tant le PQ que la Coalition avenir Québec (CAQ), l'autre parti bourgeois francophone, se servaient de cette question dans le but de grandir en popularité au détriment du PLQ. Ce dernier, étant un défenseur fervent du statu quo fédéraliste canadien et du soi-disant multiculturalisme promu par le gouvernement fédéral, est souvent accusé par ses adversaires politiques de vouloir oblitérer « l'identité québécoise ».

La CAQ est une descendante de la défunte Union nationale (UN), un parti bourgeois ultraconservateur et clérical qui a longtemps gouverné le Québec (1936-1939, 1944-1959, 1966-1970). Son fondateur fut le tristement célèbre Duplessis, un des ténors du clérical-nationalisme qui a été le courant dominant dans la représentation politique de la bourgeoisie canadienne française jusque dans les années 1960. Il réprima sauvagement des grèves combattives et jeta en prison des militant-es communistes et syndicalistes. Avec l'appui de la hiérarchie catholique, l'UN a promulgué en 1937 l'infâme loi du cadenas qui permettait à la police de fermer tout bâtiment soupçonné de servir à la propagande communiste. Duplessis était aussi un farouche autonomiste québécois face au gouvernement fédéral et se servait de l'oppression nationale du Québec et de la fibre nationaliste pour détourner la classe ouvrière de la lutte des classes.

La perte d'influence de l'Église catholique et l'émergence du PQ séparatiste contraignirent à refonder l'UN en CAQ en 2011. François Legault, le chef de la CAQ, n'est certainement pas un fervent catholique comme l'était Maurice Duplessis, mais il prône sensiblement le même autonomisme politique envers Ottawa. La CAQ se présente comme une partisane de la « troisième voie » au chapitre de la question nationale québécoise : ni fédéraliste, ni indépendantiste, tout en étant résolument nationaliste québécois. La question de l'indépendance a été fort peu évoquée tout au long de la campagne électorale.

Lors de la campagne de 2018, tant le PQ que Québec solidaire (QS), qui sont pourtant bâtis sur le nationalisme québécois, furent plutôt discrets sur cet enjeu. Il y a une certaine désaffection pour la séparation depuis plusieurs années. La classe ouvrière a fait l'expérience répétée des gouvernements du PQ depuis 1976 qui, en sus d'être incapables de scissionner le Canada, ont mis en oeuvre des politiques d'austérité similaires à celles du PLQ. Toutes les sections de la bourgeoisie, fédéralistes et indépendantistes, sont déterminées à faire payer la crise aux travailleur-euses et à défendre le taux de profit au détriment des acquis sociaux.

PARTIS	ÉLUS	VOTES	%
CAQ : Coalition avenir Québec	74	1 508 805	37,4 %
PLQ : Parti libéral du Québec	32	1 000 909	24,8 %
PQ : Parti québécois	10	687 872	17,1 %
QS : Québec solidaire	10	648 975	16,1 %
Parti vert	0	68 073	1,7 %
Parti conservateur du Québec	0	59 392	1,5 %

La CAQ profite du désenchantement croissant envers l'option séparatiste défendue par le PQ. Pire, la CAQ prospère, comme tant d'autres partis bourgeois dans le monde, pour dévier le mécontentement engendré par le déclin du capitalisme vers la xénophobie. La défense de l'identité québécoise, qui serait supposément menacée par l'immigration, est un de ses thèmes préférés.

La CAQ a annoncé sans ambages son intention de réduire à 40 000 par an le seuil d'immigration au Québec, alors que le flux se situe présentement entre 50 et 55 000 entrées.

L'immigration prend beaucoup de place dans le discours électoral. L'argument qui revient le plus souvent, c'est la pénurie de main-d'oeuvre. Pourtant, il y a bien des immigrants qui n'en profitent pas du tout. (Journal de Montréal, 12 septembre 2018)

Le PQ n'était pas en reste, s'engageant lui aussi à réduire les seuils d'immigration entre 35 et 40 000 par année. Le PLQ et le parti nationaliste petit-bourgeois QS (Québec solidaire) pouvaient alors se présenter d'une manière démagogique comme étant les défenseurs des immigrant-es.

Les boniments réformistes de Québec solidaire

Québec Solidaire a fait une percée significative passant de trois circonscriptions électorales à dix, faisant des gains à l'extérieur de Montréal, notamment en Abitibi-Témiscamingue et dans la région de Québec. Son programme réel est de servir le capitalisme québécois, d'empêcher la lutte des classes.

Nous sommes un mouvement populaire. Populaire parce que Québec solidaire fonde toute son action sur les besoins réels de la population. Populaire, parce que nos idées sont pareilles à celles d'un grand nombre de Québécois et de Québécoises. Québec solidaire ose dire que ce que le peuple veut est réalisable. (QS, Le projet)

Pour obtenir les voix des travailleurs, QS prône le retour de l'État-providence : la gratuité scolaire à tous les niveaux de l'enseignement de la maternelle à l'université, l'instauration d'une assurance dentaire

universelle, des transports publics à bas prix, plus une meilleure protection de l'environnement.

La classe ouvrière est généralement absente de la plateforme électorale de QS. Par contre, le « bien commun » est très présent alors que ce terme ambigu évacue complètement l'expropriation du capital et la nécessité du socialisme. Le socialisme est d'ailleurs absent de la plateforme électorale, sur le modèle du Labour Party, du Partido dos Trabalhadores, de la France insoumise, de Die Linke, de Podemos... ou de la Syriza qui gouverne le capitalisme grec avec un parti xénophobe pour appliquer la politique de liquidation de l'État-providence dictée par les bourgeoisies allemande et française. Ce sont toujours les mêmes illusions semées envers une possible « humanisation » du capitalisme sans tirer les leçons des expériences des gouvernements « réformistes » qui ont été au pouvoir depuis un siècle.

Si QS dénonce les tentatives des partis bourgeois xénophobes et des groupes fascistes de transformer les personnes immigrantes en boucs émissaires pour les problèmes sociaux et économiques du capitalisme du Canada et du Québec, il propose aussi une « politique migratoire » guère différente dans son fondement de celle du PLQ. Le PLQ défend l'immigration en autant qu'elle soit rentable sur le plan économique et permette à ses maîtres capitalistes de faire de judicieux profits.

Dans un Québec solidaire, ces politiques doivent tenir compte autant de la nécessité d'accueillir des immigrants et des immigrantes à des fins économiques et sociales que de la responsabilité morale et politique que nous avons d'accueillir des personnes et des familles réfugiées. (Programme politique de QS, août 2018)

Il n'est nulle part fait mention du fait que les travailleurs et les travailleuses immigrant-es constituent une partie importante de la classe ouvrière mondiale, canadienne et québécoise et que tout attaque contre elles et eux est une attaque contre l'ensemble du prolétariat. La lutte pour l'ouverture des frontières aux réfugiés, aux travailleurs et aux étudiants, pour l'obtention de papiers pour tous, pour les mêmes droits pour les travailleurs migrants que les natifs, pour les femmes que pour les hommes, sont les revendications que le mouvement ouvrier doit défendre contre le patronat et l'État bourgeois.

L'attitude du mouvement ouvrier

Le mot d'ordre des syndicats, tout au long de la campagne, était de ne pas voter pour la CAQ et le PLQ, comme si le PQ n'avait pas lui aussi promulgué des politiques anti-ouvrières quand il était au pouvoir.

« Vous avez d'un côté les libéraux qui nous ont plongés dans l'austérité et ont attaqué nos membres. Et vous avez la CAQ dont l'agenda est désastreux, un agenda où on remet tout au privé », a résumé le

directeur québécois du Syndicat canadien de la fonction publique, Marc Ranger. (Radio-Canada, 12 août 2018)

Au mois de juillet des syndicats ont installé des affiches appelant explicitement à voter pour le PQ ou QS à Montréal, Québec, au Saguenay Lac-St-Jean et dans la région des Laurentides.

Ces deux partis-là n'ont pas aidé les travailleurs. Le PLQ et la CAQ, on pense qu'ils ne méritent pas le vote des travailleurs. Allez vers le Parti québécois et Québec solidaire, on ne dit pas pour qui. (Denis Bolduc, président du Syndicat canadien de la fonction publique, Radio-Canada, 18 juillet 2018)

C'est donc la politique du « moins pire », une politique de soumission à la bourgeoisie francophone, que les syndicats québécois ont mis de l'avant lors de la campagne électorale. Ils ne voyaient aucune objection à recommander aux travailleur-euses de voter pour un parti comme le PQ qui a bafoué leurs intérêts à maintes reprises, notamment lors de la grève du secteur public québécoise en 1982-1983 et lors de la course au déficit zéro à la fin des années 1990.

Le parti ouvrier fédéral (NPDQ) lié à la bourgeoisie anglophone n'a obtenu que 0,6 % des voix et 0 député. Les organisations politiques ouvrières francophones ralliées à QS (Gauche socialiste, Socialisme international, Alternative socialiste, Riposte socialiste, Parti communiste du Québec...) sont des pelleteurs de nuage et nourrissent les illusions envers un Québec indépendant et « socialiste » qui échapperait par miracle aux politiques d'austérité et de démolition des programmes sociaux.

Le Collectif révolution permanente n'est indifférent à aucune oppression, en particulier des femmes, des travailleurs étrangers et des nations autochtones de tout le Canada ainsi que des communautés francophones hors-Québec. Nous comprenons et nous partageons l'hostilité des travailleur-euses québécois-es à l'égard de l'État impérialiste canadien et nous défendons résolument le droit du Québec et des nations autochtones à l'autodétermination, jusqu'à et y compris la sécession. Mais nous ne préconisons pas la séparation. Quel que soit le gouvernement à sa tête et son degré d'indépendance politique envers le Canada, l'État québécois, ses flics, ses tribunaux, sont aussi capitalistes et anti-ouvriers que l'État fédéral et ses institutions.

Le nationalisme bourgeois, même au sein des minorités nationales, détourne la classe ouvrière de la lutte des classes et mène inévitablement à l'alliance du prolétariat avec sa bourgeoisie contre les « ennemis extérieurs ». Si le droit à l'auto-détermination est une revendication légitime, seule une révolution socialiste instaurant un pouvoir ouvrier permettra de la garantir.

Contre le gouvernement CAQ de François Legault

Le taux de participation a été de 66,45%, le deuxième plus bas depuis 1927, ce qui montre une certaine désaffection

envers le cirque électoral bourgeois, sans qu'un parti ouvrier révolutionnaire soit capable d'ouvrir une perspective de lutte de classe. Pour les mêmes raisons que la montée de l'abstention, les grands perdants de ces élections furent le PQ et le PLQ, les deux partis bourgeois qui ont gouverné depuis un demi-siècle environ. Le PQ s'en est tiré avec dix députés, soit son résultat le plus bas depuis 1970 et s'est retrouvé ainsi à égalité avec QS.

Le résultat des élections a pris par surprise les commentateurs et les analystes politiques bourgeois, ainsi que les firmes de sondages. Aucun d'entre eux ne prédisait que la Coalition Avenir Québec formerait un gouvernement majoritaire.

La CAQ préconise une réduction des effectifs de la fonction publique, le remboursement de la dette publique, la libéralisation du marché d'alcool en mettant fin au monopole de la Société des alcools du Québec et davantage d'austérité pour la classe ouvrière. Son élection n'augure rien de bon, sauf pour les patrons bien sûr. Le gouvernement CAQ ne fera que renforcer les mesures d'austérité instaurées par le PQ et le PLQ dans le but de faire payer la crise du capitalisme à la classe ouvrière.

Face aux attaques contre les migrants, les salariés, les femmes, les étudiants... que le gouvernement de la CAQ conduira à coup sûr, nous préconisons le front unique de toutes les organisations ouvrières pour combattre Legault, la rupture des organisations syndicales avec le gouvernement, la mise sur pied de comités démocratiquement élus par la base dans les lieux de travail, de vie et d'études, centralisés dans tout le Québec et de tout le Canada pour préparer la grève générale, pour se défendre contre les bandes armées du capital, pour gagner lors des affrontements à venir.

Cependant, pour en finir avec le système capitaliste et ses ravages, pour ouvrir la perspective des États-Unis socialistes d'Amérique, il faut construire un parti ouvrier révolutionnaire et internationaliste. Il mettra de l'avant des revendications similaires à celle du programme de transition de la 4^e internationale en 1938 pour faire le pont entre les besoins de la classe ouvrière et la nécessité de la révolution socialiste.

En se présentant aux élections pour y défendre son programme, en construisant ses fractions syndicales contre toute collaboration avec l'ennemi de classe, un tel parti pourra diriger les travailleur-euses tout au long du processus révolutionnaire jusqu'au renversement du capitalisme et à la création d'un gouvernement des travailleurs, à l'image du Parti bolchevik en Russie en 1917 sous la direction de Lénine et Trotsky.

20 novembre 2018
correspondant

Déclaration internationale

Impérialistes, bas les pattes devant le Venezuela !



Un coup d'État impérialiste

Le 21 janvier, un coup d'État de la Garde nationale contre le gouvernement du président Nicolás Maduro a échoué à Cotiza, dans le nord de Caracas. 27 militaires ont été arrêtés.

Le 22 janvier, les manifestations de rues organisées par les partis bourgeois d'opposition se sont poursuivies. Elles devaient aboutir à un rassemblement de masse le 23, l'anniversaire du jour où le dictateur de l'époque, Marcos Perez Jimenez, fut renversé en 1958.

Le 23 janvier 2019, Juan Guaidó, président de l'Assemblée nationale du Venezuela, s'est intronisé président du pays. Guaidó est membre de Voluntad Popular, un mouvement bourgeois construit et financé par les États-Unis, y compris l'officieux National Endowment for Democracy (NED). Immédiatement après l'auto-proclamation de Guaidó comme chef de l'État, Trump a reconnu le nouveau « président » du Venezuela. En tant que président du Parlement, Guaidó représenterait le « *seul organe légitime* » du pays, car il aurait été « *dûment* » élu par le peuple vénézuélien.

En quelques heures, les gouvernements du Brésil, de l'Argentine, de l'Équateur, du Chili, du Pérou et du Canada ont rejoint cette position, mais le président autoproclamé a également reçu le soutien de responsables politiques européens tels que le président français Emmanuel Macron, le ministre italien de l'Intérieur, Matteo Salvini, et le ministre allemand des Affaires étrangères du SPD, Heiko Maas. Sur proposition de Pedro Sanchez, Premier ministre PSOE d'Espagne –puissance colonisatrice du Venezuela

jusqu'au XIX^e siècle– l'UE s'est cru avoir le droit de menacer de reconnaître la marionnette de Trump « *si une nouvelle élection n'est pas organisée dans une semaine* ».

Comme dans un manuel sur les coups d'État, nous voyons ici un putsch minutieusement orchestré qui peut déboucher sur une intervention militaire de l'impérialisme américain au Venezuela. Toutefois, le régime de Maduro n'est pas lui-même indépendant de toute puissance impérialiste. Pour preuve, la Chine et la Russie ont immédiatement dénoncé « *l'ingérence des États-Unis* », dévoilant qu'elles défendent le régime chaviste. Sur 1,5 million de barils de pétrole produits chaque jour, 700 000 sont achetés par des multinationales chinoises. Poutine et Xi renégocient régulièrement la dette du Venezuela.

La crise du chavisme

Les manifestations contre le gouvernement de Maduro et son PSUV n'ont pu revêtir un caractère de masse et être instrumentalisées par la réaction que grâce à l'échec de la politique nationaliste bourgeoise pratiquée sous le nom de bolivarisme, de chavisme ou de « socialisme du XXI^e siècle ».

Son fondateur, le colonel Hugo Chávez, était le résultat final de près de dix ans d'une très grave crise économique, politique et sociale qui a concentré son expression dans le « Caracazo » de février 1989, quand une révolte spontanée de foules affamées a balayé le pays et a été écrasée sans merci (3 000 morts) par le président du moment, Carlos Andrés Pérez, l'exécuter des mesures du FMI et, à l'époque, président de « l'Internationale socialiste ». Une clique de la hiérarchie moyenne et inférieure de l'armée a tenté de remanier l'État bourgeois pour qu'il soit viable, alors que les anciens modes de domination étaient devenus insoutenables. Pour ce faire, le bonaparte issu de l'armée s'est placé au-dessus de la bourgeoisie et du prolétariat locaux, en s'appuyant sur une mobilisation des masses paupérisées.

Le colonel Chávez visait à desserrer l'influence de l'impérialisme au Venezuela, mais il n'a jamais remis en question la propriété privée des moyens de production ni le capitalisme, y compris avec sa constitution de 1999. Les dettes extérieures ont été remboursées avec une ponctualité absolue, la rente pétrolière a été accaparée par les « amis » du chavisme, en particulier les dirigeants militaires des sociétés nationales et la fraction de la bourgeoisie liée à l'armée.

Cependant, l'opposition de la fraction pro-impérialiste de la bourgeoisie et le besoin du régime de s'appuyer sur les



masses ont permis une série de mesures sociales dans les premières années du chavisme, qui ont amélioré les conditions de vie des couches les plus pauvres de la population dans de nombreuses régions et ont assuré une base large dans la population pour le colonel Chávez et son mouvement bolivarien. Une tentative de coup d'État soutenue par les États-Unis a échoué en 2002, notamment parce que les travailleurs ont défendu le gouvernement bolivarien. Après l'échec du premier coup d'État, Chávez a amnistié la plupart des conspirateurs pro-impérialistes et dissous les organes de pouvoir créés par les ouvriers, essentiellement dans l'industrie pétrolière.

Les recettes tirées de la rente pétrolière ont permis de financer une série de réformes, qui ont modernisé le système d'éducation, la santé, etc., mais n'ont pas remis en question la base capitaliste. Cependant, une série de lignes de fracture est apparue lorsqu'il a été clair que le « socialisme du XXI^e siècle » proclamé d'en haut ne tolérait pas l'auto-organisation des travailleurs, ni même l'indépendance des organisations ouvrières. Les syndicats devaient donc être intégrés au mouvement bolivarien (via l'UNT) et à l'État. Les partis ouvriers étaient sommés de rejoindre le parti nationaliste bourgeois. Comme dans tous les autres États bourgeois, la garde nationale « bolivarienne » s'en est prise aux travailleurs en grève et aux jeunes qui manifestaient.

La responsabilité de l'absence d'un parti ouvrier révolutionnaire incombe tout particulièrement aux courants centristes et réformistes qui ont soutenu Chavez. La QI pabliste-mandéliste et encore plus la TMI grantiste-woodiste ont joué le rôle de feuille de vigne pour le bonaparte et le nationalisme bourgeois. Elles ont défendu Chávez contre les protestations des travailleurs, ont entravé la construction d'un parti ouvrier révolutionnaire indépendant et ont même soutenu la création d'un parti unique, le PSUV. Elles ont vanté le « socialisme vénézuélien » alors que l'État bourgeois était intact et que le capitalisme était maintenu.

La baisse du prix du pétrole, l'effondrement des capacités de production (de 3 millions de barils de pétrole par jour en 1999 à 1,5 million en 2018), les sanctions économiques étrangères, la gabegie et la corruption ont entraîné un nouveau déclin du niveau de vie des masses et une vague de protestations sociales.

À la mort de Chávez lui succéda en 2013 Maduro qui, avec son épouse, avait commencé dès 2006 à installer des membres de sa famille dans les positions clé au sein du gouvernement et des entreprises.

Sous l'effet de la crise économique mondiale de 2008, la rente pétrolière (l'énergie est restée la seule exportation du pays) a diminué, laminant une économie fragile soumise à la domination de l'impérialisme mondial. En même temps, les grèves et les manifestations ont augmenté parce que la situation sociale des travailleurs



L'État américain et l'opposition vénézuélienne se réclament de la démocratie, ce qui ne les empêche pas d'appeler l'armée à faire un putsch militaire. L'état-major hésite, étant déjà associé aux affaires et au gouvernement.

et travailleuses des villes et des campagnes est devenue de plus en plus désastreuse. Le régime a eu de plus en plus recours à des mesures répressives. L'absence d'un parti ouvrier indépendant a favorisé la montée de l'opposition bourgeoise, se prétendant « populaire » et « démocratique ». Depuis 2015, le capitalisme vénézuélien s'est enfoncé dans la dépression : hyperinflation (jusqu'à 1 000 000 % en 2018), marché noir gigantesque, malnutrition, résurgence de maladies comme la malaria, criminalité, exode...

Seul le prolétariat peut résoudre la crise

Trois millions de personnes ont quitté le pays. La fraction compradore de la bourgeoisie, en association avec l'impérialisme américain et ses alliés dans la région, exploite le désespoir de la population et l'affaiblissement de la classe ouvrière pour tenter de s'emparer ouvertement du pouvoir.

Les masses vénézuéliennes ne doivent nourrir aucune illusion dans les chants de sirènes de la bourgeoisie pro-étasunienne. Sa prise du pouvoir s'accompagnerait de la liquidation de ce qui reste d'acquis sociaux, de l'affaiblissement des libertés démocratiques et d'attaques contre les travailleurs. La rhétorique ouvertement antisocialiste de Guaidó et de ses partisans s'inscrit dans la continuité de Bolsonaro au Brésil : le début d'une nouvelle vague d'attaques brutales contre le mouvement ouvrier et la population laborieuse.

Le mouvement ouvrier international doit empêcher toute agression impérialiste contre le Venezuela.

Les communistes internationalistes rejettent tout autant le régime bonapartiste et corrompu du PSUV de Maduro que les projets réactionnaires de la bourgeoisie impérialiste et de ses alliés locaux. Mais nous refusons également de faire des concessions au régime de Maduro face aux menaces impérialistes. En cas de coup d'État armé ou d'intervention étrangère, les travailleurs et les paysans, les travailleurs ruraux et les paysans, les jeunes et les pauvres doivent s'organiser et combattre.

Même si une telle résistance devait mener à une action commune avec les partisans ouvriers du PSUV, les travailleurs devraient conserver leur complète indépendance politique. Ils doivent mettre en place des comités de résistance et d'action dans tout le pays, préparant non seulement la lutte contre le coup d'État, mais également contre le régime corrompu de Maduro et toutes les fractions de la bourgeoisie nationale. Pour gagner, il faut construire un parti révolutionnaire !

Impérialistes, bas les pattes devant le Venezuela !

Organisation indépendante d'ouvriers, des autres travailleurs et travailleuses, de paysans pauvres, de jeunes !

Construction de comités (conseils, soviets) ! Dissolution des forces répressives et de l'armée permanente bourgeoise, armement des travailleurs ! Création de milices ouvrières !

Occupation des entreprises d'État, expulsion des directeurs militaires et contrôle ouvrier de la production !

Occupation et expropriation des grandes entreprises industrielles, des banques, des grands médias, des télécommunications sous le contrôle des travailleurs !

Occupation et expropriation des grandes propriétés latifundiaires, pour leur exploitation par le prolétariat agricole et la paysannerie pauvre !

Confiscation de l'argent, de la nourriture et des médicaments amassés par les trafiquants du marché noir ! Distribution au sein de la population par les comités de travailleurs et de paysans !

Pour un gouvernement ouvrier et paysan, expropriateur des grands groupes capitalistes !

Pour un Venezuela socialiste au sein d'une Fédération socialiste d'Amérique latine !

26 janvier 2019

Collectif révolution permanente (Allemagne, Autriche, Canada, France, Turquie)

IKC (Espagne)

TML (Brésil)

Tchéchénie : regain de persécution des homosexuels

Une nouvelle vague d'arrestations d'hommes et de femmes liées à leur orientation sexuelle, réelle ou présumée, a commencé fin 2018 en Tchétchénie qui fait partie de l'État fédéral russe. Selon le Réseau russe LGBT une quarantaine de personnes ont été interpellées et deux d'entre elles auraient été tuées dans cette région du Caucase russe à majorité musulmane.

Nous savons qu'environ 40 personnes ont été interpellées, des hommes comme des femmes. Au moins deux d'entre eux sont morts sous la torture. Nous savons également que les interpellations ont été effectuées par la force publique et que les personnes sont détenues illégalement à Argoun. La police locale fait tout ce qui est en son pouvoir pour qu'elles ne puissent pas sortir de la République [tchéchène] ou demander la protection d'un tribunal. Leurs papiers d'identité leur ont été confisqués, on les menace de falsifier des affaires pénales contre elles, et on les force à signer des lettres en blanc. (Igor Kotchetkov, Novaïa Gazeta, 14 janvier 2019)

Ces persécutions suivent l'interpellation, le 29 décembre 2018, de l'administrateur d'un groupe sur le réseau social Vkontakte, à travers lequel des homosexuels résidant dans le Caucase du Nord communiquent.

La persécution des homosexuels n'est pas nouvelle [voir *Révolution communiste* n° 23]. Elle est attestée par un rapport d'une organisation interétatique européenne qui fait état de détentions arbitraires et de tortures pendant des semaines, pour arracher des aveux d'homosexualité et les noms d'autres personnes.

Des personnes sont régulièrement frappées avec des tubes en plastique, des bâtons ou des câbles ou soumis à des décharges électriques afin de les forcer à des aveux. Dans plusieurs cas, certaines personnes n'ont pas survécu ; d'autres ont été exécutées sans jugement, en particulier lorsque leurs familles refusaient de payer des sommes d'argent considérables. Des femmes, soupçonnées d'être lesbiennes, auraient été violées avant d'être victimes de « crimes d'honneur ». Pour les survivants, une procédure de rééducation aurait été mise en place, en coopération avec leurs familles, un « exorcisme islamique », sorte de « thérapie contre les démons » étant pratiqué dans un centre médical de Grozny. (OSCE, Situation des personnes LGBTI en Fédération de Russie, 20 décembre 2018)

Des témoignages accusent le porte-parole du Parlement, Magomed Daoudov, d'avoir personnellement pris part à des séances de torture, ce qui confirme que cette campagne a eu lieu avec le soutien de l'État.

Selon le Réseau russe LGBT, 135 homosexuels et personnes transgenres se sont enfuis de Tchétchénie. Cent vingt ont été accueillis en Europe ou au Canada. Une seule personne a osé déposer une plainte auprès du système judiciaire russe, sans succès.

Ouverture des frontières aux réfugiés ! Interdiction de la torture ! Séparation de l'État de toute religion ! Liberté d'orientation sexuelle pour tous, dans toute la Russie et partout ailleurs !

5 février 2019

Argentine : Macri et le FMI font supporter la crise économique aux travailleurs

Une crise capitaliste frappe le pays en 2018

En 2018, le marché des changes a vu l'appréciation du dollar américain et du yen, la dépréciation modérée de l'euro et de la livre britannique, l'effondrement de la lire turque, du real brésilien, du rand sud-africain, de la roupie indienne, de la roupie indonésienne et du peso argentin. Ce phénomène découle du resserrement en cours de la politique monétaire, mené par la banque centrale étasunienne (Fed) contre l'avis de Trump. La remontée des taux d'intérêt tend à augmenter la rentabilité des placements en dollar, y compris pour la bourgeoisie argentine qui n'hésite pas à échanger ses pesos contre des dollars (fuite des capitaux).

Elle reflète aussi la difficulté des monnaies des États dominés à incarner la valeur. L'inflation a échappé à tout contrôle l'année dernière, comme au Venezuela, car elle était alimentée par la création excessive de monnaie (« planche à billets ») à laquelle se livrait la banque centrale argentine (BCRA) pour financer le déficit public (plus de 5 % du PIB).

L'inflation annuelle a atteint 47,6 % en 2018. C'est la plus élevée depuis 1991. Les prix sont, à cette date, la variable la plus débridée du tableau de bord macroéconomique. Mauricio Macri affirmait, durant la campagne électorale qui l'a mené à la présidence, fin 2015, que l'inflation était la preuve de l'incapacité du gouvernement d'un pays. (El País, 15 janvier 2019)

Fin 2018, l'inflation a ralenti à cause de la baisse des salaires réels et de la stabilisation du peso sur le marché des devises. La considérable dépréciation antérieure du peso a présenté l'avantage de freiner les importations (les produits venant de l'étranger sont plus chers en peso) et de stimuler les exportations argentines (les prix des produits argentins en dollar baissent).

Il y a des données récentes qui peuvent pousser à l'optimisme : la dernière sur les échanges extérieurs, par exemple, montrent que, fin 2018, l'effet de la dépréciation de la devise a non seulement conduit à une chute des importations, mais à un bond significatif dans les exportations. La croissance a été significative dans les principaux secteurs d'exportation : agriculture, industrie et énergie. (The Economist, 27 décembre 2018)

Le gouvernement Macri appelle le FMI au secours

Mais la fuite des capitaux, l'austérité budgétaire et la politique très restrictive de la BCRA décidée en 2018 (aucune augmentation de la masse monétaire jusqu'en juin 2019, taux directeur jusqu'à 70 %) ont aggravé la récession spontanée du capitalisme argentin du 2^e tri-

mestre 2018. Le PIB a diminué de 2,5 % en 2018 et il devrait encore diminuer de 1,5 % en 2019.

L'économie de l'Argentine se contractera en 2019, car des politiques plus strictes visant à réduire les déséquilibres ralentiront la demande intérieure, avant un retour à la croissance en 2020. (FMI, Perspectives économiques mondiales, 21 janvier 2019)

Par conséquent, le gouvernement Cambiemos, une coalition de plusieurs partis bourgeois dont Propuesta Republicana (PRO) de Macri et Unión Cívica Radical (UCR) affiliée à « l'Internationale socialiste », a dû emprunter massivement au Fonds monétaire international : 56 milliards de dollars au total. La dette publique a monté à 80 % du PIB (contre 40 % au début du mandat de Macri).

L'accord avec le FMI a stabilisé rapidement le peso sur le marché des devises. Mais le FMI a posé des conditions.

Les nouveaux objectifs fiscaux, qui font partie de l'accord avec le FMI, sont devenus plus rudes. En 2019, le gouvernement doit éliminer totalement le déficit primaire [le déficit du budget hors paiement des intérêts], alors qu'il était de 2,7 % en 2018. Selon le nouveau plan, le resserrement budgétaire est partagé à peu près par moitié entre la réduction des dépenses et l'accroissement de la fiscalité : 1,4 % du PIB au détriment de l'investissement public et des subventions et 1,3 % du PIB avec une rentrée temporaire de taxe sur les exportations. (The Economist, 27 décembre 2018)

La classe ouvrière, principale victime de la crise

Le taux de chômage officiel n'est que de 9 % mais même l'institut de statistiques (INDEC) mesure qu'il a augmenté de presque 2 % depuis 2017. De novembre 2017 à novembre 2018, l'Argentine a perdu 172 200 emplois (1,4 %).

En restreignant les subventions aux services publics, le président Macri et le gouvernement à majorité PRO augmentent le prix de l'eau, du transport public, de l'électricité, etc. si bien que la part des dépenses contraintes augmente considérablement dans le budget des travailleurs. Une autre cible est le montant des pensions de retraite. Pendant l'inflation galopante, les salaires ont augmenté moins vite que les prix.

Les salariés ont subi une perte de pouvoir d'achat d'environ 10 %, la plus grave depuis la crise de 2002. (El País, 15 janvier 2019)

L'opposition bourgeoise proteste contre la politique du gouvernement, mais elle préfère que ce soit Macri et le Cambiemos-PRO qui se chargent de se compromettre avec le FMI et d'appliquer l'austérité. Le Frente para la Victoria-Unidad Ciudadana péroniste (FpV-UC) attend les élections générales d'octobre 2019 pour revenir au pouvoir.

La CGT aux mains du nationalisme bourgeois

Le syndicalisme est divisé : la CGT domine dans les entreprises et la CTA dans la fonction publique. La CGT est contrôlée par le péronisme, le FpV-UC et le Peronismo Federal-Alianza Compromiso Federal. Moyano (CGT) et Yasky (CTA) décrètent conjointement des « journées d'action », des grèves de 24 heures qui servent d'exutoire aux travailleurs mais sans menacer le capitalisme argentin : 6 avril 2017, 25 juin 2018, 25 septembre 2018... Actuellement, les bureaucrates syndicaux convoquent des processions aux bougies et aux flambeaux, province par province, en réclamant le rétablissement des subventions mais en « oubliant » la nécessaire hausse des salaires.

Le réformisme politique traditionnel est très affaibli : le Partido Socialista (PS) se trouve actuellement, faute d'allié, sans son mini-front populaire habituel ; le Partido Comunista (PC) soutient quant à lui le FpV-UC bourgeois de Kirchner.

Le front de gauche

Une coalition Frente de Izquierda y de los Trabajadores (FIT) tente d'occuper la place des deux vieux partis ouvriers bourgeois PS et PCA. La FIT regroupe les deux principales organisations centristes : le Partido de los Trabajadores Socialistas (PTS) et le Partido Obrero (PO), ainsi que l'Izquierda Socialista (IS), de taille plus réduite et qui se réclame aussi du léninisme et du trotskysme. À l'élection présidentielle de 2011, la FIT a obtenu 2,5 % des votes ; en 2015, 3,2 %. Elle a deux députés (1 PO, 1 PTS).

Mais, en guise de « trotskysme », le PTS (dont les correspondants en France CCR sont membres du NPA) et PO sont tous deux partisans du « front uni anti-impérialisme » qui permet de justifier le soutien à la bourgeoisie nationale. Cette révision de la stratégie de la révolution permanente est héritée de la destruction politique de feu la 4^e Internationale (1951). Le PTS et le PO sont incapables d'affronter les bureaucraties syndicales de la CGT et de la CTA. Ils font passer leurs journées d'action comme des pas en avant, des étapes utiles à la lutte de classe du prolétariat.

Le piège de l'assemblée constituante

Face à la crise économique et politique actuelle, l'IS n'avance aucune solution politique. Le PTS, le PO, ainsi que le MST de taille moindre (dont les adeptes français forment le GLC), défendent une solution bourgeoise, l'Assemblée constituante, comme ils l'avaient déjà fait en 2002, quand un président élu avait été chassé par les masses en colère.

La perspective de l'assemblée constituante libre et souveraine apparaît comme s'ajustant au mieux à la situation, étant donné qu'elle permet de poser aux travailleurs la question du pouvoir. (PO, 23 août 2018) ; Nous proposons que soit convoquée une as-

semblée constituante libre et souveraine. (PTS, 17 septembre 2018)

L'Assemblée nationale ou constituante ne peut jouer un rôle progressiste, à notre époque, que dans des pays privés des libertés élémentaires, ce qui n'est pas le cas de l'Argentine.

Le mot d'ordre d'une assemblée nationale (ou constituante) conserve toute sa valeur dans des pays comme la Chine ou l'Inde... (Trotsky, L'Agonie du capitalisme et les tâches de la 4^e Internationale, 1938)

Dans les pays de démocratie bourgeoise, l'assemblée constituante ne sert qu'à passer un noeud coulant au prolétariat et à sauver le capitalisme et l'État bourgeois de la révolution sociale, comme en France en 1946. Même dans un pays précapitaliste, une colonie ou un régime fasciste, le mot d'ordre ne peut remplir une fonction démocratique réelle que sur la base de l'armement du peuple, ce qui n'est pas vraiment l'axe du PTS, du PO, du MST...

L'agitation doit être complétée par une propagande pour qu'au moins les secteurs les plus avancés du prolétariat sachent que la voie d'une assemblée constituante passe par l'insurrection contre les usurpateurs militaires, par la prise du pouvoir par les masses populaires. (Trotsky, Réponse à l'Opposition de gauche chinoise, 22 décembre 1929)

Faute d'armement du peuple, l'assemblée nationale ou constituante a servi à étrangler la révolution comme en Italie en 1946, en Indonésie en 1955, en Algérie en 1962, au Venezuela en 1999 et 2017, en Bolivie en 2006, en Équateur en 2007, au Népal en 2008, en Tunisie en 2011...

Les formules de la démocratie ne sont pour nous que des mots d'ordre passagers ou épisodiques dans le mouvement indépendant du prolétariat, et non un noeud coulant démocratique passé autour du cou du prolétariat par les agents de la bourgeoisie. (Trotsky, L'Agonie du capitalisme et les tâches de la 4^e Internationale, 1938)

Dans une démocratie bourgeoise, la seule alternative progressiste est la dictature du prolétariat, le pouvoir des conseils de travailleurs.

Les revendications économiques et sociales les plus pressantes (annulation de la dette publique, augmentation et indexation des salaires, réduction du temps de travail, droit à l'avortement, expropriation des banques, des groupes capitalistes et des latifundios...) doivent être liées à la constitution d'assemblées populaires et de comités de travailleurs, à l'autodéfense contre l'État bourgeois et les fascistes, à la perspective d'un gouvernement ouvrier et des États-Unis socialistes d'Amérique.

24 janvier 2019

Grande-Bretagne : crise politique face au Brexit

Quiconque pense que la Grande-Bretagne peut traverser la folie du Brexit et ensuite revenir tranquillement à la politique antérieure se fait les plus grandes illusions. (The Economist, 19 janvier 2019)

Le référendum de 2016 : un faux choix pour les travailleurs

En 1973, l'adhésion à l'Union européenne (UE) fut le choix de la majorité du grand capital britannique, dont la représentation politique est partagée aujourd'hui entre la direction du Parti conservateur (CP, Tories), le Parti libéral-démocrate (LD), le Parti national écossais (SNP) et le Sinn Féin nationaliste irlandais (SF).

L'hostilité du Parti pour l'indépendance du Royaume-Uni (UKIP), d'une minorité importante du CP et du Parti unioniste démocrate (UDP) reflétait le choix d'autres fractions de la bourgeoisie : celle qui est subordonnée aux États-Unis (plus significative qu'en Allemagne, en France ou au Japon), celle qui fait davantage d'affaires avec le reste du monde qu'avec l'Europe continentale, celle qui reste limitée au marché intérieur et qui souffre de la concurrence européenne.

En 2014, le Premier ministre David Cameron (Parti conservateur) décida un référendum sur l'appartenance à l'UE pour couper l'herbe sous le pied au xénophobe UKIP qui venait de gagner les élections au Parlement européen [voir *Révolution communiste* n° 17].

La campagne était mensongère de part et d'autre, mais celle pour quitter l'UE a battu des records de démagogie et de chauvinisme, ce qui n'a pas empêché le plus gros débris issu du stalinisme (CPB) et les deux plus grandes organisations « trotskystes » (SWP et SP) de se s'y rallier. La campagne pour rester dans l'UE était soutenue mollement par le Parti travailliste dirigé par Jeremy Corbyn (LP) et avec plus de zèle par quelques groupes centristes (SR, AWL...).

En juin 2016, le référendum donna près de 52 % des voix pour le départ [voir *Révolution communiste* n° 18]. En France, LFI, le PCF, le POID, le POI, la GR, le GLC, la LTF... y virent une victoire des travailleurs, ce qui était assez curieux vu que l'UPR, DIF et le FN se réjouissaient et en profitèrent pour réclamer un référendum pour le « Frexit ».

Cameron laissa la place à Theresa May, du même parti, ancienne Ministre de l'Intérieur et initiatrice à ce titre de la « politique d'environnement hostile » pour décourager l'entrée des étrangers. Les tensions grandirent en Irlande du Nord et en Écosse, les actes racistes se multiplièrent en particulier contre les Polonais. Le nouveau gouvernement renchérit dans sa politique hostile aux migrants, en multipliant les tracasseries administratives et les renvois.

Depuis le référendum sur l'UE, les détentions et les expulsions des étrangers, y compris les citoyens de

l'UE, ont augmenté brutalement. (The Guardian, 28 novembre 2017)

Cela déboucha sur le scandale Windrush, le Ministère de l'Intérieur ayant détruit les papiers, chassé de leur emploi et de leur logement, déporté plusieurs centaines de citoyens parfaitement britanniques mais coupables d'avoir des origines antillaises (Jamaïque...) ou africaines.

Depuis deux ans, le gouvernement May négocie laborieusement avec l'Union européenne qui manifeste de la fermeté, ne serait-ce que pour décourager d'autres départs.

Défaite retentissante de la Première ministre à la Chambre des communes

L'Union européenne étale au monde, pour la grande joie du président américain Trump, sa faiblesse. Mais l'État américain mettrait encore plus à genoux l'impérialisme britannique dans des éventuelles négociations bilatérales. Au moins, au sein de l'UE, la Grande-Bretagne avait son mot à dire et pouvait jouer d'oppositions internes.

Le Brexit expose les difficultés auxquelles s'expose tout pays qui essaie, selon les termes de la campagne pour la sortie, de « reprendre le contrôle » dans un monde internationalisé et interdépendant. Si vous récupérez le droit de définir vos propres règles et vos propres normes, il devient plus difficile de faire des affaires avec des pays qui en ont des différentes. Si vous voulez échanger, vous finissez probablement par vous conformer au droit d'un partenaire plus puissant qui, pour la Grande-Bretagne, est soit l'UE, soit les États-Unis, sans rien pouvoir dire sur leur adoption. (The Economist, 19 janvier 2019)

May active en mars 2017 l'article 50 du Traité de l'Union européenne qui entraîne la séparation avant le 29 mars 2019. Elle est loin d'honorer sa promesse d'un « gouvernement fort et stable » : à cause de la fracture au sein même de la classe dominante, son gouvernement a connu de fortes secousses avec la démission en 18 mois de pas moins de 52 ministres. Depuis les élections législatives anticipées de 2017, May ne peut gouverner qu'avec le soutien de l'UDP, le parti loyaliste, clérical et ultraréactionnaire d'Irlande du Nord [voir *Révolution communiste* n° 24].

En novembre 2018, le gouvernement britannique conclut un accord avec la Commission européenne (composée de 27 commissaires, un par État membre, et d'un président désigné par les chefs d'État et de gouvernement). Cet accord négocié laborieusement par May et Barnier permettait une sortie progressive et relativement ordonnée du Royaume-Uni de l'Union euro-

péenne et évitait, au moins temporairement, de recréer une frontière entre la République irlandaise (qui reste membre de l'UE) et l'Irlande du Nord (qui reste membre du Royaume-Uni). Il s'agit d'un quasi-statu quo qui aurait maintenu la situation de 2016-2018 jusqu'en 2020. Cet accord était soutenu par une fraction significative du patronat britannique (la majorité de la finance et l'essentiel des industries manufacturières) qui ne souhaite pas perdre les lucratifs marchés européens tout en essayant de profiter d'un Brexit « souple » synonyme de main-d'oeuvre à bon marché.

En décembre 2018, May repousse le vote de la Chambre des communes, indispensable pour ratifier le traité conclu. Cependant, le 15 janvier, la Chambre des communes rejette massivement l'accord avec 432 députés contre et seulement 202 pour. C'est une défaite historique d'une ampleur jamais vue depuis plus de cent ans.

Sur 517 députés de sa majorité CP-UDP, 118 ont voté contre May. Ces députés « hard brexiteurs » ont voté avec les députés « remainers », une aile des conservateurs (CP), tous les libéraux-démocrates (LD) et les nombreux députés travaillistes (LP) de type blairiste pour rejeter l'accord. Les uns l'ont rejeté car ils ne le trouvaient pas suffisamment en rupture avec l'Union européenne. Ainsi, le conservateur « hard brexiter », Jacob Rees-Mogg a indiqué le jour du vote que « *le peuple n'a pas voté pour un compromis, mais pour quitter l'Union européenne* », et que « *mieux vaut une absence d'accord qu'un mauvais accord* ». À l'autre bord, se retrouvent les partisans d'un nouveau référendum qui espèrent revenir sur le vote de 2016 en agitant la menace d'un effondrement de l'économie britannique et de la pénurie.

Ainsi la Banque d'Angleterre promet « *la pire des récessions depuis la Seconde guerre mondiale, une baisse de la livre sterling d'un quart de sa valeur en un an, une hausse massive du chômage et des taux d'intérêt, ainsi qu'une émigration nette* » (Les Échos, 28 novembre 2018). Un rapport gouvernemental indique que s'il n'y avait pas d'accord avec l'Union européenne, il se produirait une chute de 9,3 % du PIB en quinze ans.

L'État britannique et l'Union européenne dans une passe difficile

Dans la foulée, le gouvernement conservateur a échappé de justesse le 16 janvier à la motion de censure déposée par le Parti travailliste. Elle a été rejetée par 325 contre 306.

Pour le moment, May a exclu de convoquer un nouveau référendum ou des élections législatives anticipées en faisant valoir que cela ne ferait qu'accroître « *les incertitudes et les divisions* » et repousser la date du Brexit.

Corbyn a rappelé de son côté qu'il n'y avait pas à la Chambre des communes de majorité en faveur d'un Brexit sans accord. Il a réclamé par conséquent que « *toutes les options soient sur la table* » lors des pro-

chains jours, y compris celle d'une réouverture des négociations avec l'UE.

À l'autre bout de l'échiquier, Dominic Raab, qui a démissionné en novembre dernier de son poste de ministre du Brexit, avait jugé avant le vote qu'il était au contraire temps pour le Royaume-Uni de se préparer à un « *no deal* ».

Évidemment, l'Union européenne s'est dite jusqu'à présent opposée à toute renégociation. Mais le rejet parlementaire britannique semble créer pour la première fois des failles. Le soir du vote, le chancelier autrichien Sebastian Kurz rejette toute renégociation. La chancelière allemande Angela Merkel, saisissant le risque d'affaiblissement de l'Union européenne, a déclaré : « *Je travaillerai jusqu'au bout pour trouver une solution avec un accord et j'œuvrerai dans le but d'avoir la meilleure relation avec Londres* ». Par contre, le président français Macron est réticent :

On regardera, peut-être qu'on peut améliorer un ou deux points, je n'y crois pas tellement car on a été au bout de ce qu'on pouvait faire dans l'accord et on ne va pas pour essayer de régler un problème de politique intérieure britannique ne pas défendre les intérêts des Européens. (Le Figaro, 15 janvier 2019)

La solution d'un « no deal » menace les accords de paix en Irlande en réinstallant de fait la frontière. Le Premier ministre irlandais Leo Varadkar se dit très inquiet et met la pression sur l'État britannique et l'UE.

De son côté, le président de la Commission européenne, Jean-Claude Juncker, constate que le risque de sortie sans accord est accru : « *Bien que nous ne souhaitons pas que cela se produise, la Commission européenne va poursuivre ses préparatifs pour faire en sorte que l'UE soit parfaitement prête* », a-t-il dit dans un communiqué le lendemain du vote.

May a présenté aux députés britanniques un nouveau plan, passablement vague mais confirmant que la Grande-Bretagne paiera la facture du divorce (39 milliards de livres). L'amendement retenu de Graham Brady retoque la clause de l'accord avec l'UE qui maintient de fait l'Irlande du Nord dans l'UE (mais sans annoncer comment la frontière serait administrée concrètement) et demande que la période de transition soit étendue (au 31 décembre 2021 au lieu de 2020). La Chambre des communes vote ce plan le 29 janvier. La Première ministre va donc devoir retourner à Bruxelles.

Les députés ont accepté l'accord qu'elle a négocié avec l'UE, à condition que le filet de sécurité pour l'Irlande soit retiré. Mais, sur la question décisive de ce qui doit le remplacer, un problème sur lequel les négociateurs ont passé presque deux ans à se gratter la tête à Bruxelles, la motion ne suggère que de vagues « solutions de remplacement ». Mme May se base sur cette formule floue pour demander le

beurre et l'argent du beurre à Bruxelles. (The Economist, 2 février 2019)

Mais l'Union européenne a dégainé la première, affirmant dès lundi 28 que ce point ne serait pas rediscuté. « *Les négociations sont finies* », a rappelé Sabine Weyand, l'adjointe allemande du négociateur français de l'UE Barnier. Elle a également affirmé que le risque d'une sortie du Royaume-Uni sans accord est « *élevé* ».

Le parti ouvrier bourgeois n'a pas de solution et n'est pas une solution

Personne ne sait ce que la direction du Parti conservateur veut exactement. Mais la classe ouvrière ne connaît pas non plus la position de son parti traditionnel sur le rapport à venir entre la Grande-Bretagne et l'UE. La ligne de Corbyn se réduit à supplanter May.

En cas d'élections législatives, les communistes-révolutionnaires ne doivent pas apparaître comme ceux qui s'opposent à l'accès au gouvernement du Parti travailliste. S'ils n'ont pas les moyens d'avoir des candidats dans des circonscriptions choisies, ils soutiendront partout ceux du LP contre les partis bourgeois, qu'ils soient anglais, gallois, écossais ou irlandais.

Je dirais aux travailleurs : vous refusez mon opinion sur le Parti travailliste, vous y croyez. Mettez votre parti au pouvoir. Je vous aiderai autant que je peux. Je sais qu'ils ne feront pas ce que vous espérez. (Trotsky, Conversation avec CLR James, avril 1939)

Les communistes-révolutionnaires n'ont aucune illusion dans les élections législatives de la bourgeoisie la plus expérimentée et retorse du monde. Et encore moins dans les référendums, contrairement au petit POID.

La question qui est aujourd'hui posée, c'est celle du respect du mandat. Le mandat qui a été confié à Jeremy Corbyn par des centaines de milliers de militants est inséparable du mandat donné par le peuple britannique, par son vote pour le Brexit. (Tribune des travailleurs, 30 septembre 2016)

Le « mandat » de tout centrisme consiste à enchaîner la classe ouvrière aux directions traîtres. La variante lambertiste (POID, POI...) se distingue par son parlementarisme et son chauvinisme.

La sortie de l'UE n'a rien de progressiste et le Parti travailliste veut le maintien dans l'OTAN (*Manifesto For the Many, Not the Few*, 2017, p. 120).

La constitution d'un gouvernement Corbyn n'offrirait pas à la classe ouvrière une meilleure solution. Le LP est né comme un parti bourgeois par son programme.

Le Parti travailliste est-il véritablement un parti politique ouvrier ? Cela ne dépend pas seulement de la question de savoir s'il est composé d'ouvriers, mais également quels sont ceux qui le dirigent et quel est le caractère de son action et de sa tactique politique.

De ce point de vue, le seul juste, le LP est un parti foncièrement bourgeois, car il est dirigé par des réactionnaires, par les pires réactionnaires, qui agissent tout à fait dans l'esprit de la bourgeoisie ; c'est une organisation de la bourgeoisie, organisation qui n'existe que pour duper systématiquement les ouvriers. (Lénine, Discours au 2^e congrès de l'Internationale communiste, 6 août 1920)

Au gouvernement, le LP a toujours capitulé devant la bourgeoisie britannique. Aujourd'hui, il n'a pas d'autre horizon que parlementaire, monarchique, national et capitaliste.

Pour ouvrir une issue politique en faveur des masses, il manque un parti ouvrier révolutionnaire et internationaliste.

Les bureaucrates serviles, mercenaires et indignes de la confédération syndicale et du Parti travailliste expriment tout ce qui est pourri, humiliant, soumis et féodal dans la classe ouvrière britannique. À l'opposé, les tâches du parti communiste sont de libérer les qualités révolutionnaires de la classe ouvrière britannique. (Trotsky, Lettre à Reg Groves, 10 novembre 1931)

Pour les États-Unis socialistes d'Europe

Au sein des syndicats, du Parti travailliste et en dehors, il faut regrouper l'avant-garde contre le protectionnisme et contre un nouveau référendum, pour un gouvernement ouvrier qui ouvre la perspective des États-Unis socialistes d'Europe.

Un parti ouvrier révolutionnaire développerait un programme du type :

Aucun paiement à l'UE d'une quelconque facture de divorce !

Dissolution de la chambre des lords, séparation de l'État et de l'Église anglicane, abolition de la monarchie !

Abrogation de toutes les lois antisyndicales et de précarisation du travail ! Augmentation des salaires, suppression des droits d'inscription à l'université, des moyens pour le NHS, des logements sociaux de qualité !

Mêmes droits pour les travailleurs étrangers ! Ouverture des frontières aux travailleurs, aux étudiants, aux réfugiés !

Droit de séparation des minorités nationales, unité de l'Irlande, république fédérale socialiste des îles britanniques !

Sortie de l'OTAN, armement du peuple et dissolution de corps de répression !

Nationalisation sans indemnité ni rachat des groupes capitalistes !

4 février 2019

1919 : écrasement de l'insurrection ouvrière de Berlin sur ordre du SPD



1914 : le SPD soutient la guerre

En 1891, Engels, Bebel, Kautsky, Labriola, Turati, Guesde, Lafargue, Plekhanov... fondent l'Internationale ouvrière. En 1913-1914, l'internationale mène campagne contre la guerre [voir *Révolution communiste* n° 6]. Mais quand celle-ci éclate en août 1914, ses principales sections (SPD d'Allemagne, SDAP d'Autriche, PS-SFIO de France, POB de Belgique, LP de Grande-Bretagne...) trahissent la classe ouvrière en participant à « l'union sacrée », en soutenant la guerre de « leur » bourgeoisie [voir *Révolution communiste* n° 8].

Dès 1914, la bureaucratie du Sozialdemokratische Partei Deutschlands (Parti social-démocrate d'Allemagne, SPD) collabore avec l'État bourgeois militarisé contre ses membres restés internationalistes, dont le groupement le plus nombreux est la fraction Die Internationale (Rosa Luxemburg, Karl Liebknecht, Leo Jogiches, Clara Zetkin, Franz Mehring, Paul Levi...). Celle-ci reste dans le SPD et surtout refuse d'envisager un nouveau parti [voir *Révolution communiste* n° 11]. À sa gauche, des groupes radicaux rompent avec le SPD, sous l'influence du parti néerlandais teinté d'anarchisme SAPD ou de la fraction internationale Gauche de Zimmerwald [voir *Révolution communiste* n° 14 & 21].

De même la bureaucratie (membre du SPD) de la confédération syndicale DMV persécute avec les patrons et l'armée les Revolutionären Obleuten (Délégués révolutionnaires, RO) qui mènent des grèves à partir de 1916.

1917 : le SPD exclut son aile gauche

Une aile du SPD passe au pacifisme quand la guerre devient impopulaire. La direction Ebert du SPD l'expulse en octobre 1917. Les exclus forment l'USPD (SPD Indépendant) qui comprend aussi les RO et la fraction Spartakusbund (Ligue Spartacus SB, ex-Die Internationale).

La révolution russe commence en février 1917, ce qui soulage les armées allemande et autrichienne. Mais les États-Unis rejoignent la Russie, la France, la Grande-Bretagne et l'Italie.

Contrairement à la Russie, où le Parti bolchevik (POSDR-majorité) était en compétition bien avant l'apparition des soviets en février 1917 avec le Parti menchevik (POSDR-minorité) et le PSR [voir *Révolution communiste* n° 23], les travailleurs allemands n'ont affaire qu'à deux partis dont aucun n'est révolutionnaire, l'un étant même devenu consciemment contre-révolutionnaire.

1918 : la révolution éclate

Le 3 novembre 1918, la révolution éclate à Kiel, à partir de marins de la flotte de guerre. L'Allemagne se couvre de conseils d'ouvriers et de soldats qui imposent la République, l'empereur Guillaume II s'enfuit. La révolution libère les prisonniers politiques dont Luxemburg et Liebknecht.

Le SPD et l'USPD se portent à la tête des conseils. En même temps, les chefs du SPD négocient secrètement avec les généraux de la monarchie.

1918 : le SPD et l'USPD gouvernement pour sauver le capitalisme allemand

Le 9 novembre, l'ancien chancelier du Reich (Premier ministre), le prince Max de Bade, cède son poste au chef du SPD, Friedrich Ebert. Le 10 novembre, le SPD et l'USPD constituent un « Conseil des commissaires du peuple », prenant frauduleusement le nom du gouvernement révolutionnaire d'octobre 1917 de Russie.

Le 15 novembre, le patronat signe un accord avec les chefs syndicaux qui est ratifié par le gouvernement Ebert pour éviter toute expropriation. Le gouvernement SPD-USPD s'attache à maintenir l'État bourgeois. Le 6 décembre, il convoque une assemblée nationale pour contrecarrer les conseils et les transformer en organes de cogestion des entreprises.

Début décembre, l'état-major forme, avec la tolérance du gouvernement, des Freikorps (corps francs) financés par le patronat, à partir des officiers contre-révolutionnaires et antisémites.

1918 : le congrès des conseils

Au congrès des conseils d'ouvriers et de soldats qui se tient du 16 au 24 décembre 1918, le SPD empêche la participation de Liebknecht et Luxemburg. Il dispose de la majorité (environ 400 délégués) et l'USPD est minoritaire (environ 100). Le congrès se prononce pour une assemblée nationale.

Les membres de la Spartakusbund SB et les Délégués révolutionnaires RO sont eux-mêmes en minorité dans la délégation USPD. Ecoeurés par le double langage du SPD, ces derniers, emmenés par les éléments gauchistes, quittent le congrès. Cette impatience contraste avec l'attitude du Parti bolchevik qui, confiant dans les capacités de la classe ouvrière, avait fait des propositions tout au long du 1^{er} congrès des soviets en juin 1917 puis les avaient présentées aux travailleurs [voir *Révolution communiste* n° 25]. La direction de l'USPD diffère la convocation d'un congrès du parti.

1918-1919 : la fondation du KPD

Du 23 au 25 décembre 1918, les marins affrontent les corps francs. Emil Eichhorn, le préfet de police USPD de Berlin, refuse de les réprimer. Le 29, l'USPD quitte le gouvernement. Ebert nomme Noske (SPD) ministre de la défense.

Du 30 décembre 1918 au 1^{er} janvier 1919, la SB scissionne de l'USPD. Elle fusionne avec les groupes radicaux de Dresde, Francfort, Hambourg, Brême... pour fonder le Kommunistische Partei Deutschlands (Parti communiste d'Allemagne KPD). Luxemburg rédige le programme. Radek représente le Parti communiste russe (ancien Parti bolchevik). Mais les RO n'y participent pas. Contre l'avis de Luxemburg, la majorité gauchiste du congrès décide de boycotter les élections à l'assemblée nationale alors que le KPD est loin d'avoir conquis la majorité dans les conseils.

1919 : l'insurrection ouvrière à Berlin

Les travailleurs et les soldats de Berlin n'acceptent pas l'étouffement de la révolution. Le 4 janvier 1919, Ebert révoque le préfet USPD Eichhorn, ce qui suscite le 5 janvier des protestations ouvrières. Noske et l'état-major envoient les Freikorps les écraser.

Le Comité révolutionnaire (RO, USPD, KPD représenté par Liebknecht et Pieck) convoque une grève générale à Berlin pour le 7 janvier. Liebknecht, malgré l'avis de la direction du KPD, appelle au renversement du gouvernement, ce qui est prématuré et contraste avec l'attitude du Parti bolchevik en juillet 1917. Environ 500 000 travailleurs se mettent en grève et manifestent en armes dans le centre-ville. Le Comité révolutionnaire laisse les insurgés sans consigne.

L'assassinat de Liebknecht et Luxemburg

Le 8 janvier, les Freikorps venus des autres villes utilisent canons, lance-flammes et mitrailleuses pour écraser les quelques milliers d'ouvriers et d'employés qui résistent les armes à la main. Le 12, au terme de la « semaine sanglante », l'ordre bourgeois est rétabli dans la capitale par le bloc du SPD et des troupes contre-révolutionnaires.

Ces dernières, le 15 janvier, arrêtent Luxemburg et Liebknecht qui sont exécutés le jour même. Leurs dépouilles sont jetées dans un canal.

4 février 2019



Rosa Luxemburg avant la guerre

Cahiers révolution communiste

- n° 19 Trotsky : Où va la France ? 1934
- n° 18 CoReP : plateforme de 2017
- n° 17 GMI : programme de 2017
- n° 16 La mobilisation de 2017 contre la loi travail
- n° 15 Lénine : l'État et la révolution 1917
- n° 14 Casanova : l'Espagne livrée 1939
- n° 13 Ligue des communistes : manifeste de 1847
- n° 12 4^e Internationale : manifeste de 1940
- n° 11 1995, en défense des retraites
- n° 10 Marx : salaire, prix et profit 1865
- n° 9 Bolchevisme contre lambertisme
- n° 8 L'Ukraine déchirée par les impérialismes
- n° 7 Lénine & Zinoviev : le socialisme et la guerre 1915
- n° 6 Marx : la crise (compilation)
- n° 5 4^e Internationale : programme de 1938
- n° 4 VdT et la guerre mondiale
- n° 3 Chili 1970-1973
- n° 2 Luxemburg, Lénine, Trotsky : armer le peuple (compilation)
- n° 1 GMI : plateforme de 2013

4 euros par la poste à l'ordre de l'ARTP
2 euros auprès des militants

un point de vue marxiste sur l'actualité
groupemarxiste.info

pour combattre avec les communistes
groupe.marxiste.inter@gmail.com

La 4^e Internationale (1) : 1923-1933

1917-1923 : de la bureaucratisation de l'URSS à la naissance de l'Opposition de gauche russe

Lénine se prononce dès 1914 pour une nouvelle internationale, après la faillite de l'Internationale ouvrière et la trahison de ses principaux partis. Le combat internationaliste de la Gauche de Zimmerwald prépare le Parti bolchevik à la Révolution russe de 1917.

En février 1917, la première phase de la révolution, si elle renverse le tsarisme et instaure les libertés démocratiques, conduit à un gouvernement de front populaire avant la lettre. Il s'agit d'un bloc entre une fraction de la bourgeoisie (Parti constitutionnel démocrate PCD) et les deux partis conciliateurs initialement majoritaires dans les soviets (Parti socialiste révolutionnaire PSR et fraction menchevik du POSDR PM). Sa fonction politique est de préserver le capitalisme russe, de poursuivre la guerre, de refuser la terre aux paysans et le droit de se séparer aux nombreuses minorités nationales de l'ancien empire des Romanov. Il s'ensuit un double pouvoir entre les gouvernements bourgeois successifs et les soviets qui rassemblent dans tout le pays les ouvriers, les paysans et les soldats en lutte.

En octobre 1917, l'insurrection conduite par la fraction bolchevik du POSDR (devenue majoritaire dans les soviets des villes), avec l'aide d'une minorité du PSR et de certains groupes anarchistes, renverse le gouvernement de coalition PCD-PSR-PM et donne le pouvoir aux soviets. En 1919, le projet de nouvelle internationale ouvrière se concrétise avec le 1^{er} congrès de l'Internationale communiste (IC).

Mais le pays est économiquement et culturellement retardé, il est désorganisé par la guerre mondiale. En outre, le pouvoir des soviets est confronté au sabotage des capitalistes, à la guerre civile conduite par les tsaristes, aux multiples interventions impérialistes étrangères, aux nationalismes bourgeois des nations non russes, à des soulèvements paysans... Dans ces conditions, les soviets perdent de leur substance. Les exigences des empires allemand et autrichien (Traité de Brest-Litovsk, mars 1918) conduisent le PSR de gauche à quitter le gouvernement et le PSR tout entier à des attentats contre le gouvernement réduit au Parti communiste (PCR, ex-Parti bolchevik).

Quand, dans ce pays dévasté, le pouvoir se stabilise, il se retrouve seul dans un monde hostile. Faute de parti ouvrier révolutionnaire aguerris, les soulèvements qui ont accompagné ou suivi la révolution russe ont été écrasés de manière sanglante par la bourgeoisie, ses bandes fascistes et son armée (Finlande, Hongrie, Allemagne...). Le gouvernement de l'URSS abandonne le « communisme de guerre » basé sur les réquisitions et fait des concessions aux petits propriétaires (NEP, mars 1921) malgré une fraction du parti (« Opposition

ouvrière », 1919-1922, de Chliapnikov, Medvedev et Kollontaï). La couche sociale qui gère l'État (bureaucratie) échappe au contrôle de la classe ouvrière et même à celui de son parti. En fait, elle s'apprête à le conquérir. La santé de Lénine ne lui permet pas de mener le combat contre les déformations bureaucratiques de l'État ouvrier qu'il envisageait en 1923 en alliance avec Trotsky. Celui-ci hésite à se lancer seul et reste prisonnier de la discipline de la direction du Parti communiste russe.

1923-1929 : la lutte interne au Parti communiste russe reflète trois forces sociales

Face à la bureaucratisation du parti lui-même et aux forces pro-capitalistes montantes dans la société (koulaks, nepmen), une fraction du PCR (Opposition de gauche ou « opposition de Moscou », 1923-1924) animée par Rakovsky, Mouralov, Smirnov, Piatakov, Ioffé, Radek... envoie la déclaration des 46 au bureau politique contre la bureaucratisation, pour un plan d'industrialisation, pour mobiliser les paysans pauvres contre les koulaks (les paysans enrichis qui commencent à exploiter les paysans travailleurs). La bureaucratie ne mise pas sur le prolétariat mondial et redoute même sa révolution sociale qui permettrait aux travailleurs de l'URSS de reprendre le contrôle de l'État ouvrier né d'Octobre 1917. L'orientation de l'IC devient la pression sur les gouvernements bourgeois, tant à l'ouest qu'à l'est, pour tenter de contrer les menaces de l'impérialisme sur l'URSS.

En 1923, l'invasion de la Ruhr par l'armée impérialiste française déclenche en Allemagne une crise économique et ouvre une situation révolutionnaire. Le parti communiste KPD, section de l'IC, défend à juste titre une politique de front unique ouvrier envers le parti socialiste SPD dont une aile évolue vers la gauche, mais se berce d'illusions sur un « gouvernement ouvrier » composé du SPD et du KPD. Staline freine de tout son poids en août la direction Brandler du KPD puis, avec le président de l'IC Zinoviev, donne l'ordre en septembre de rejoindre le gouvernement SPD de Saxe. Le KPD propose en octobre une insurrection au SPD qui, évidemment refuse. Les préparatifs sont annulés, mais le message n'atteint pas les communistes de Hambourg qui sont seuls à prendre les armes et se font écraser.

L'échec démoralise les travailleurs avancés en Allemagne mais aussi en Russie. La fraction de gauche est vaincue au sein du parti russe non par la bataille des idées mais par les moyens anti-démocratiques du bloc temporaire de tous les rivaux de Trotsky (le triumvirat Kamenev-Staline-Zinoviev) qui défend la NEP au nom de Lénine.

L'échec en Allemagne est mis en janvier 1924 sur le dos de Brandler et Thalheimer qui se voient interdire de

rentrer en Allemagne. Fischer et Maslow sont portés à la tête du KPD. L'Internationale communiste ne connaît pas le débat qui a lieu en URSS. Le 5^e congrès de l'IC condamne en juin 1924 le « trotskysme » et décrète la « bolchevisation ». Zinoviev, abusant du prestige du PC russe et des moyens matériels et financiers de l'URSS, met les partis communistes au pas sous prétexte de les bolcheviser.

*L'histoire de l'Internationale communiste fondée à Moscou en 1919 se divise en deux parties bien distinctes. La première couvre les 5 premières années qui comportent des crises de croissance durant lesquelles les partis sont purgés des éléments accidentellement communistes ou non-communistes. La suivante couvre les 9 dernières années, qui sont une phase de déclin presque ininterrompu, durant laquelle l'aile révolutionnaire a été amputée. (Max Shachtman, *The history and principles of the Left Opposition*, 1933, New Park, p. 5)*

Après la victoire de la « troïka » en 1924, les opposants au sein du parti russe sont destitués et envoyés en Sibérie, au Caucase, etc. Mais un soulèvement national en Géorgie, la différenciation sociale et l'accentuation des pressions des paysans riches et des négociants (Nepmen) poussent Zinoviev et Krupskaja à s'opposer à Staline qui veut maintenir la NEP. Celui-ci a inventé le « socialisme dans un seul pays » qui devient l'idéologie de la bureaucratie privilégiée. Une fraction du parti (« Nouvelle opposition » ou « Opposition de Leningrad », 1925-1926) condamne le « socialisme dans un seul pays » et réclame plus d'égalité sociale. Elle est battue avec les mêmes méthodes que la précédente.

1924 : la stalinisation de l'Internationale

L'IC, qui tenait un congrès annuel du vivant de Lénine, n'en a pas de 1924 à 1928. Les dirigeants des partis communistes précédemment mis en place par Zinoviev sont écartés brutalement par le nouveau président de l'IC, Boukharine, et l'appareil stalinien qui la coiffe. C'est le temps de la recherche de partis larges, de prétendus « partis ouvriers et paysans ». En particulier, le Parti communiste chinois entre dans le parti nationaliste bourgeois Guomindang, censé incarner le « parti ouvrier et paysan » en Chine. En réalité, les chefs mencheviks de l'IC ordonnent aux communistes d'entraver la mobilisation des ouvriers et des paysans travailleurs pour ne pas fâcher la bourgeoisie nationale qui doit conduire, selon Boukharine et Staline, la révolution démocratique.

Les erreurs sont inévitables dans la lutte du prolétariat. C'est à partir de leurs erreurs que les partis s'instruisent, sélectionnent leurs cadres et éduquent leurs dirigeants. Mais, dans l'IC actuelle, il ne s'agit plus d'erreurs mais de l'ensemble d'un système erroné qui rend impossible une politique juste. Les représentants de ce système sont de larges

*couches de bureaucrates, armées d'énormes moyens matériels et techniques, indépendants en fait des masses, et qui mènent une lutte acharnée pour leur propre conservation au prix de la désorganisation de l'avant-garde. Telle est l'essence du stalinisme. (OGI, « Déclaration », avril 1933, dans Trotsky, *OEuvres*, EDI, t. 1, p. 91)*

En mai 1925, la confédération des syndicats de l'URSS signe un accord avec la direction de la confédération syndicale de Grande-Bretagne (TUC). Le « Comité anglo-russe » est maintenu malgré la trahison par la bureaucratie syndicale et le Parti travailliste de la grève des mineurs en mai 1926. Une fois la grève réprimée par Churchill et dès lors que le « Comité anglo-russe » ne leur est plus utile contre la grève générale et contre le Parti communiste (CPGB), les chefs syndicaux réformistes s'en retirent en 1927. La même année, l'armée du Guomindang écrase les ouvriers de Canton et liquide physiquement le Parti communiste chinois.

*Le prolétariat a été affaibli en Allemagne par la capitulation de la direction en 1923 ; il a été trompé et trahi en Angleterre par une direction avec laquelle l'Internationale communiste continuait à faire bloc en 1926 ; en Chine, la politique de l'Internationale communiste l'a jeté dans le traquenard du Guomindang en 1926-1927. Voilà les causes immédiates et indiscutables des défaites. Essayer de montrer que même avec une politique juste les défaites étaient inévitables, c'est verser dans un fatalisme écoeurant et renoncer à la compréhension bolchevique du rôle et de l'importance d'une direction révolutionnaire. (Lev Trotsky, « Et maintenant ? », 12 juillet 1928, *L'Internationale communiste après Lénine*, PUF, t. 1, p. 26)*

Le centre du parti (Staline, Kirov, Molotov...) qui exprime de plus en plus consciemment les intérêts de la bureaucratie de l'État s'allie avec la droite (Boukharine, Rykov, Tomsy...) qui veut approfondir la NEP. Les opposants de gauche se regroupent au compte de la classe ouvrière mais, en avril 1926, Kamenev, Trotsky et Zinoviev sont exclus du bureau politique. Ils forment en juillet 1927 « l'Opposition bolchevik unifiée » (OU) dont la plateforme réclame un plan, l'industrialisation progressive, le retour à la démocratie dans le parti, l'encouragement aux coopératives... Staline et Boukharine ridiculisent l'idée d'un plan. Sur fond de défaite en Chine et de démoralisation ouvrière, l'OU est écrasée en novembre 1927 par la censure, la calomnie, le chantage et la répression. Les opposants de gauche sont matraqués, destitués, expulsés du parti, exilés, emprisonnés...

En septembre 1927, quand un membre d'une délégation des États-Unis réclame la plateforme de l'OU pour se faire son opinion sur les débats en Russie, Staline refuse de la lui communiquer.

Paniqué devant l'audace des koulaks et des nepmen, Staline rompt dès 1928 en coulisse avec la droite. La bureaucratie étatique est contrainte de réquisitionner les récoltes pour pouvoir nourrir les villes en 1928 et 1929. Fin 1929, le gouvernement décrète une collectivisation brutale de l'agriculture et lance une industrialisation forcenée sur le dos des ouvriers affamés. Zinoviev, Kamenev, Piatakov, Radek, Preobrajensky... renient leurs positions pour rentrer à ce qu'ils pensent toujours être le Parti bolchevik ; la majorité de la première opposition de gauche, Trotsky, Rakovsky, Mouralov... s'y refusent. Trotsky est déporté au Kazakhstan en 1928 puis banni d'URSS en janvier 1929 et envoyé en Turquie. Les démocraties bourgeoises européennes (Allemagne, Grande-Bretagne, France...) lui refusent le droit d'asile.

1929 : l'Opposition de gauche internationale pour redresser l'IC

La bureaucratie de l'URSS décrète la « troisième période » de l'Internationale communiste à son 6^e congrès en juillet 1929, avant l'éclatement de la crise économique mondiale. Selon Staline, le capitalisme ne peut pas sortir de la crise, la situation est désormais révolutionnaire, l'offensive est partout à l'ordre du jour, la sociale-démocratie devient l'ennemi principal (« social-fascisme »). Les partis communistes sont de nouveau purgés, Boukharine est remplacé à la présidence de l'IC par Molotov.

Des milliers de militants ont été exclus des partis communistes. Parmi eux, Trotsky s'efforce de regrouper (donc de délimiter) les bolcheviks-léninistes en s'appuyant sur le *Bulleten' oppositsii* de l'opposition de gauche russe (clandestine ou prisonnière dans les camps) et de *La Vérité*, un journal publié en France à partir d'août 1929 par Alfred Rosmer, Raymond

Molinier, Pierre Barozine, Jan Van Heijenoort, Pierre Frank, Pierre Naville et Gérard Rosenthal qui fondent la Ligue communiste.

L'Opposition se forme actuellement sur une délimitation dans les idées, sur le terrain des principes et non sur une action de masse... Nous ne pouvons pas nous arracher de la période dans laquelle nous vivons. La délimitation dans les idées, claire, nette, est absolument indispensable. Elle prépare le succès dans l'avenir... Il y a trois questions qui fournissent un critère décisif pour évaluer les tendances dans le communisme mondial : 1) la politique du comité anglo-russe, 2) le cours de la révolution chinoise, 3) la politique économique de l'URSS avec la théorie du socialisme dans un seul pays. (Lev Trotsky, « Critères de différenciation », 31 mars 1929, Oeuvres, ILT, t. III, p. 123)

L'OGI de l'IC tient une réunion internationale en avril 1930 à Paris pour constituer un secrétariat international, mais il faut attendre plusieurs mois pour la publication d'une déclaration.

Seul le mouvement révolutionnaire peut, avec le parti prolétarien, conduire le prolétariat à sa libération en créant ainsi les bases de la nouvelle société qui libérera l'humanité entière... La principale contradiction qui existe aujourd'hui dans le mouvement révolutionnaire est la divergence croissante entre les possibilités révolutionnaires et la capacité des partis communistes officiels... L'Internationale a abandonné la politique tracée par les quatre premiers congrès. (« Appel aux prolétaires du monde », août 1930, Les Congrès de la 4^e Internationale, La Brèche, t. 1, p. 40-41)

Pour sa part, l'opposition de droite de l'IC fonde un vague rassemblement, l'Opposition communiste internationale, qui regroupe en Allemagne le KPD-O (Parti communiste-Opposition) dirigé par Brandler, Thalheimer et Frölich ; en Espagne, le BOC (Bloc ouvrier et paysan) dirigé par Maurín et Gorkin ; en France, le PUP (Parti d'unité prolétarienne) dirigé par Sellier ; etc.

1929-1933 : la bataille pour le front unique ouvrier

L'axe de l'OGI et de sa section allemande IKD est la bataille pour le front unique ouvrier du PKD et du SPD contre le danger fasciste en Allemagne, ce qui permettrait de redresser le KPD, de détruire l'influence du SPD et de frayer à nouveau la voie à la révolution prolétarienne.

En finir avec les conquêtes arrachées lors d'une lutte héroïque de trois quarts de siècle, détruire vos organisations politiques et syndicales, vous réduire au complet esclavage, voilà la tâche de la dictature fasciste. La victoire contre le fascisme est encore



possible, à une seule condition : que toutes les organisations du prolétariat, le Parti communiste, le Parti social-démocrate, les organisations syndicales, etc. entreprennent la lutte commune contre le fascisme. (« Appel aux membres du KPD, aux ouvriers du SPD... », février 1933, *Les Congrès de la 4^e Internationale*, La Brèche, t. 1, p. 55)

Les contributions de Trotsky ont été rassemblées en français dans deux compilations : *Comment vaincre le fascisme* (1930-1933), Buchet-Chastel, 1973 ; *Contre le fascisme* (1922-1940), Syllepse, 2015.

En 1931, la monarchie est renversée en Espagne. La direction de la CNT appelle à voter pour les partis bourgeois républicains ; le PSOE et la direction de l'UGT entrent carrément au gouvernement bourgeois ; le BOC de Maurín se rallie à l'indépendance de la Catalogne ; le PCE stalinisé lance la consigne « À bas la République bourgeoise ! » alors que n'existe pas l'ombre d'un soviétique.

La phrase gauchiste des staliniens trouble la Gauche communiste italienne que son incompréhension du fascisme, son hostilité aux revendications démocratiques et au front unique ouvrier éloignent de l'OGI.

*L'Opposition de gauche a tout fait pour favoriser l'intégration du groupe Prometeo aux bolcheviks-léninistes. Les événements gigantesques durant les dernières années en Chine, en Espagne et en Allemagne ont constitué un test exhaustif des différences d'opinion sur la question des revendications démocratiques et sur la politique de front unique. Chaque coup de la critique de l'OGI contre les staliniens a rebondi également contre les bordiguistes... Dans le cadre d'un parti de masse, il serait possible de coexister avec les bordiguistes, sous condition d'une discipline ferme dans l'action. Mais, dans le cadre d'une fraction, il est absolument inadmissible, particulièrement après toute l'expérience que nous venons de vivre, de soutenir la fiction d'une unité avec un groupe étranger, idéologiquement rigide et isolé de façon sectaire. (« L'Opposition de gauche en Italie », février 1933, *Les Congrès de la 4^e Internationale*, La Brèche, t. 1, p. 68)*

En réalité, la « troisième période » camoufle un opportunisme qui n'a pas disparu avec l'éviction de Boukharine. Ainsi, de 1929 à 1933, la direction stalinienne du KPD attend tout des élections, elle refuse de mobiliser contre le parti fasciste NSDAP (même si sa jeunesse et sa milice le font parfois sur le terrain), elle fait parfois bloc avec les hitlériens contre le SPD... Le KPD tente même de concurrencer les fascistes sur le terrain du chauvinisme, comme ses pâles caricatures contemporaines (LFI en France, Aufstehen en Allemagne).

La ligne bolchevique balayera les fanatiques raciaux car elle prouvera dans l'action que le destin de

*l'humanité est déterminée par la lutte des classes et non par celle des nations. Combattre le fascisme avec les armes du nationalisme n'est rien d'autre que de l'huile versée sur le feu. (Lev Trotsky, « Qui défend l'URSS ? Qui aide Hitler ? », 29 juillet 1935, *Contre le fascisme*, Syllepse, p. 495)*

L'IC, contre l'action unie des organisations ouvrières, met pour la première fois sur pied en 1932 un organisme pacifiste, le Mouvement Amsterdam-Pleyel, composé d'intellectuels, de syndicalistes et de démocrates bourgeois (Bergery du Parti radical...) dont les bavardages sont impuissants contre la violence des bandes fascistes et les menaces de guerre impérialiste.

*Les ouvriers avancés, c'est vrai, apprécient beaucoup la sympathie qu'éprouvent pour leur cause les meilleurs représentants de la science, de la littérature et de l'art. Mais il ne s'en suit nullement que les savants ou les artistes avancés puissent remplacer les organisations de masse ou prendre la direction du prolétariat. (« Déclaration des délégués appartenant à l'OGI de l'IC au congrès de lutte contre le fascisme », avril 1933, dans Trotsky, *OEuvres*, EDI, t. 1, p. 95)*

La préconférence de l'OGI qui se réunit à Paris en février 1933 avec des délégations de 11 pays adopte, entre autres, un appel au prolétariat allemand (citée ci-dessus) et une plateforme intitulée *L'Opposition de gauche internationale, ses tâches, ses méthodes* dans laquelle figurent « les onze points » :

1. indépendance du parti prolétarien en toutes circonstances,
2. reconnaissance du caractère international et donc permanent de la révolution prolétarienne,
3. reconnaissance de l'URSS comme État ouvrier,
4. condamnation de la politique économique de la fraction stalinienne,
5. travail systématique dans les syndicats de masse,
6. rejet de la formule « dictature démocratique du prolétariat et de la paysannerie »,
7. nécessité de la mobilisation des masses sous des mots d'ordre transitoires,
8. politique de front unique vis-à-vis des organisations ouvrières de masse, aussi bien syndicales que politiques,
9. rejet de la théorie du social-fascisme,
10. distinction dans le champ du communisme de trois groupements : marxiste, centriste, droitier,
11. nécessité de la démocratie dans le parti.

Quelques mois plus tard, tenant compte de leur absence d'autocritique après la victoire sans combat de Hitler, l'OGI abandonnera tout espoir de redresser le KPD et l'IC et s'orientera vers une nouvelle internationale communiste.

26 novembre 2018 (à suivre)

ABC du marxisme : le référendum

Le recours systématique au référendum est un des points communs de LFI et du RN, avec la défense de « la nation » et la négation de la lutte des classes. Le Pen l'appelle référendum d'initiative populaire et Mélenchon référendum d'initiative citoyenne. Il est repris par une grande partie du mouvement des « gilets jaunes », au détriment des revendications sociales dont il était aussi porteur. Or, le référendum n'est généralement pas une solution progressiste, ni même démocratique.

En 1871, pour la première fois de l'histoire, les travailleurs prennent le pouvoir : ayant pris les armes, ils élisent leurs représentants au sein de la Commune de Paris. Les élus sont révocables. Ils ne touchent pas plus qu'un salaire d'ouvrier qualifié. Pas trace de référendum. Et pour cause, le référendum avait servi en France à Louis-Napoléon Bonaparte pour légitimer la diminution des libertés démocratiques (plébiscite de décembre 1851 : 92 % de oui) puis pour instaurer une monarchie (novembre 1852 : 97 % de oui).

L'expérience du bonapartisme et du pouvoir des travailleurs inspire le programme du parti ouvrier révolutionnaire.

L'émancipation de la classe productive est celle de tous les êtres humains sans distinction de sexe, ni de race. Les producteurs ne sauraient être libres qu'autant qu'ils seront en possession des moyens de production (terres, usines, navires, banques, crédits, etc.). L'appropriation collective ne peut sortir que de l'action révolutionnaire de la classe productive - ou prolétariat - organisée en parti politique distinct. Elle doit être poursuivie par tous les moyens dont dispose le prolétariat, y compris le suffrage universel transformé d'instrument de duperie qu'il a été jusqu'ici en instrument d'émancipation. (Jules Guesde & Karl Marx, Programme du Parti ouvrier, 1880)

L'émancipation des travailleurs ne peut pas s'accomplir au sein d'un régime bourgeois, fût-il démocratique. Les moyens de production y restent la propriété d'une minorité de la société, qui peut ainsi exploiter le plus grand nombre (ou le reléguer au chômage). À la domination économique, la minorité capitaliste ajoute la domination idéologique, grâce aux clergés, au système scolaire, aux grands médias, aux bureaucraties syndicales et aux grands partis y compris les partis d'origine ouvrière mais politiquement capitalistes (en France : LFI, le PS, le PCF, Générations...). Pour compléter, la bourgeoisie recourt à la menace et à la violence par son armée, sa police, les bandes fascistes.

Dans le cadre du capitalisme, le référendum est le plus souvent « un instrument de duperie ».

Dans ce cas, le peuple n'est plus appelé à voter sur tout un programme embrassant la réorganisation politique et sociale d'un pays, mais seulement sur une mesure

particulière, une seule proposition qui, en outre, doit toujours être adaptée à la situation politique et sociale du moment, si elle veut être applicable et ne pas se limiter à un geste symbolique. (Karl Kautsky, Parlementarisme, législation directe et sociale-démocratie, 1895)

En Italie, Mussolini transforme les élections législatives en plébiscite (mars 1929 : 98,4 % de oui). En Allemagne, Hitler fait approuver par référendum la concentration du pouvoir exécutif dans ses mains (août 1934 : 84,2 % de oui).

Après la 2^{de} Guerre mondiale, un référendum avalise le désarmement du peuple et la continuité de l'État bourgeois (haute administration, police, armée) en Italie (juin 1946 : 54 % de oui, les non étant pour la monarchie !) et en France (octobre 1946 : 96,4 % de oui). En France, le général De Gaulle légitime son coup d'État (septembre 1958 : 82,6 % de oui). En Iran, l'ayatollah Khomeiny fait ratifier la contre-révolution islamiste (décembre 1979 : 99,5 % de oui).

En Italie, où des initiatives de « référendums abrogatifs » sont possibles, la tentative de revenir par les urnes à l'échelle mobile des salaires échoue (juin 1985 : 54,3 % contre).

Certaines questions servent à diviser la classe ouvrière, c'est flagrant avec la « votation » restreignant l'immigration en Suisse (février 2014 : 50,3 % de oui). Les consultations sur l'Union européenne sont typiquement des faux choix comme le référendum sur la constitution européenne en Espagne (février 2005 : 76,7 % de oui), au Luxembourg (juillet 2005 : 56,5 % de oui), aux Pays-Bas (juin 2005 : 61,6 % de non), en France (mai 2005 : 54,7 % de non, mêlant LO, LCR, PCF avec RPF et FN). De même, le référendum en Grande-Bretagne pour la sortie de l'Union européenne (juin 2016 : 51,9 % de oui) fracture et affaiblit la classe ouvrière.

La plupart des référendums (ainsi que l'élection de candidats qui gouvernent pour la bourgeoisie) transforment le suffrage universel en un instrument de duperie.

Pour que le droit de vote devienne un instrument d'émancipation aux mains des travailleurs, il faut former un parti ouvrier révolutionnaire qui contrôle ses élus au lieu d'être contrôlé par eux, supprimer la présidence et le Sénat, instaurer la révocabilité des élus et limiter leur indemnité au salaire médian, dissoudre les corps de répression et armer le peuple, former et centraliser des organes démocratiques des masses en lutte, proclamer un gouvernement ouvrier qui sera désigné par ces conseils de travailleurs et responsable devant eux.

